

CP
92

Médiathèque VS Mediathek



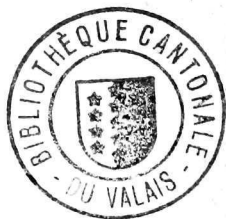
1010897615

ABRÉGÉ

DE

L'HISTOIRE DU VALAIS

A L'USAGE DES ÉCOLES



GENÈVE

H. TREMBLEY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

4, rue Corraterie, 4

(Droits réservés)

CP 92



AVERTISSEMENT

Nous avons déjà publié quelques ouvrages historiques analogues à celui que nous faisons paraître aujourd'hui. Le sympathique accueil qu'ils ont rencontré auprès des hautes autorités scolaires et de Messieurs les instituteurs de la Suisse romande, nous a engagé de livrer à la publicité un ABRÉGÉ DE L'HISTOIRE DU VALAIS. Les annales si mouvementées et si intéressantes de la vallée du Rhône ont été résumées dans un manuel de peu d'étendue, mais assez complet, croyons-nous, pour donner à la jeunesse des écoles des notions historiques suffisantes. Ces récits s'arrêtent à l'année 1815 ; dès cette date,

*les événements qui se sont accomplis en Valais,
sont plutôt du domaine de l'histoire de la Confé-
dération suisse. Nous désirons sincèrement que
cette publication réponde à son but.*

L'ÉDITEUR.



PREMIÈRE PARTIE

LES TEMPS ANCIENS

I

Les anciennes peuplades du Valais

Longtemps avant la naissance de Jésus-Christ, le Valais, qui offrait aux tribus nomades de riches pâturages, de giboyeuses forêts et de sûres retraites, était habité par plusieurs peuplades que l'on croit d'origine celtique. Les Celtes, de race caucasienne, venus de l'Est, s'étaient répandus dans l'Europe occidentale, particulièrement dans la Gaule (France), les Iles Britanniques et le nord de l'Italie. Les quatre principales peuplades du Valais étaient : les Nantuates, qui s'étendaient des rives du lac Léman jusqu'à Saint-Maurice ; les Véragres, autour de Martigny jusqu'à la Morge ; les Séduniens, depuis la Morge jusqu'aux

environs de Brigue; les Vibériens, depuis Brigue jusqu'aux sources du Rhône.

Ces premiers habitants, que nous connaissons en Valais, s'attachèrent bientôt, avec un amour jaloux, à ces vallons verdoyants et à ces épaisses forêts où ils avaient fixé leurs demeures. Au sein de cette nature, à la fois sévère, calme et riante, ils menaient une vie libre et sauvage. Souvent en guerre avec leurs voisins et avec les hordes barbares, qui traversaient leur vallée pour aller se jeter sur la riche et fertile Italie, ils déployaient dans la lutte un courage indomptable; et, au retour des expéditions guerrières, ils attachaient, au-dessus de l'entrée de leurs huttes, la tête des ennemis tués et la dépouille des bêtes abattues à la chasse. Ils vivaient du produit de leurs troupeaux, de la chasse et quelquefois de brigandage. Le sol, en grande partie, demeurait inculte. Ils étaient vêtus de peaux d'animaux et avaient pour armes des lances, des épieux, des javelots, des massues. Ignorant l'art de bâtir des villes, ils vivaient retirés dans des cabanes grossièrement construites. Comme les peuples qui les entouraient, ils étaient adonnés au culte du paganisme.

Cependant ils ne furent pas étrangers à toute civilisation : car, peu à peu, ils groupèrent leurs habitations sur quelques points de la vallée et y fondèrent des centres populeux, qui donnèrent naissance à Sedunum (Sion), bourg des Séduniens, Octodure (Martigny), bourg des Vérages, Tarnade (Saint-Maurice) et Pennelucus (Villeneuve), principaux bourgs des Nantuates. Dans le but de pouvoir efficacement défendre leur territoire contre l'invasion étrangère, ils fortifièrent les lieux et les passages les plus importants.

II

Bataille d'Octodure

Jules César venait de soumettre l'Helvétie à la domination romaine. Il voulait également posséder le libre passage des Alpes valaisannes, et n'attendait qu'une occasion favorable pour s'en rendre maître. L'important col du Pennin (Grand-Saint-Bernard) était connu et fréquenté depuis longtemps par les marchands et par les voya-

geurs. Les habitants de la vallée rançonnaient ces derniers et soumettaient les marchandises, qui traversaient leur pays, à des droits de péage et de transport exorbitants; ils poussèrent leurs exigences à un tel point que des plaintes parvinrent à Jules César. Sergius Galba reçut l'ordre d'occuper le Valais avec sa légion et un corps de cavalerie. Après avoir livré plusieurs combats et s'être emparé de plusieurs forts, il reçut de tout le pays des députés et des otages. La paix conclue, il laissa quelques troupes chez les Nantuates, et, avec le reste de la légion, alla passer l'hiver à Octodure. La Dranse partageait ce bourg en deux parties; il s'établit, dans un camp retranché, sur l'une des rives et laissa l'autre aux indigènes.

Les Véragres, irrités de la présence de ces étrangers qui les chassaient de leurs foyers, résolurent d'anéantir l'envahisseur avant qu'il eût achevé de se fortifier dans ses positions. Un matin, aux premiers rayons du jour, les Véragres et les Séduniens, armés de massues, de lances et de javelots, entourèrent de toutes parts le camp ennemi. Faisant retentir l'air de cris terribles, ils fondent à coups de javelots sur la légion romaine. L'amour

du sol natal, l'ardent désir de conserver leur liberté menacée enflamment leur courage. Pendant plusieurs heures, ils font des efforts inouïs pour pénétrer dans l'enceinte du camp. Ils étaient déjà parvenus à combler une partie des fossés, et les derniers retranchements allaient céder sous leurs assauts répétés ; la garnison romaine, après six heures de lutte, manquant de munitions, se sentait perdue. Galba, dans ce moment critique, se décide à tenter une sortie désespérée : c'est la dernière chance de salut qui lui reste. Soudain, par toutes les issues du camp, les légionnaires, l'épée à la main, sachant qu'il faut vaincre ou mourir, se précipitent sur les bandes indisciplinées des assiégeants. Ces derniers, surpris et attaqués de tous côtés, n'ont pas le temps de se reconnaître ni de se rallier ; malgré leur héroïsme ils sont mis en déroute par la tactique romaine, et des milliers des leurs jonchent la plaine ensanglantée d'Octodure.

Galba, après une victoire si chèrement achetée, crut opportun de lever son camp. Le bourg des Vérages fut réduit en cendres par les soldats romains. Le vainqueur honora la bravoure de ces

peuplades, que le destin de la guerre avait trahies, en leur rendant, avant de partir, les enfants qu'il avait reçus en otages. Cependant les habitants du Valais avaient perdu leur antique liberté : ils devaient obéir au peuple puissant qui courbait sous sa loi les nations et les rois (58-50 avant Jésus-Christ).

III

Le Valais province romaine

Auguste, empereur romain, divisa les contrées situées entre l'Océan, les Pyrénées, les Alpes et le Rhin, que Jules César avait soumises, en quatre provinces : Belgique, Lyonnaise, Aquitaine et Narbonnaise. Ces pays furent ensuite subdivisés en dix-sept provinces. La Narbonnaise forma elle-même cinq provinces, dont la dernière, celle des Alpes Graies et Pennines, comprenait les quatre peuplades du Valais.

Les premiers empereurs, pour rendre leur autorité populaire et pour faire taire les regrets d'une liberté perdue, traitèrent avec douceur les

habitants des bords du Rhône, et leur accordèrent des droits et des privilèges exceptionnels : les Valaisans furent déclarés citoyens romains. Un préteur, au nom de l'empire, gouvernait le pays. Les passages alpestres et les principales localités, occupés par des garnisons, furent munis de fortifications, construites dans le but de protéger et de contenir en même temps la vallée nouvellement conquise. On vit entre autres se dresser la tour de Valère, commandant la plaine de Sion. Une station militaire fut établie à Tarnade, qui est la clef naturelle de la vallée du Rhône. Les voies de communication furent améliorées, augmentées et rendues accessibles au commerce. Les arts, l'industrie, l'agriculture et la culture de la vigne commencèrent à fleurir. On vit s'élever des villes, des temples, des arcs de triomphe, des amphithéâtres, des aqueducs, des ponts, des castels. Tarnade, Octodure, Sion et Brigue se développèrent et s'embellirent; chacune de ces villes avait ses prérogatives et son administration particulière. Octodure, siège d'un tribunal accordé par la faveur de l'empereur Claude, était la ville la plus importante du Valais.

Au contact des Romains, les Valaisans abandonnèrent insensiblement leurs mœurs et leurs coutumes primitives. Ils oublièrent leurs anciennes divinités et dressèrent des autels à celles de leurs nouveaux maîtres. La langue latine remplaça la langue celtique et devint populaire.

Sous la longue suite des empereurs, les habitants du Valais jouirent d'une paix profonde. Ils témoignent leur admiration et leur reconnaissance en érigeant des monuments aux souverains de l'empire. La domination romaine laissa des traces ineffaçables; mais, avec les bienfaits de sa civilisation, elle apporta aussi ses vices et ses excès.

IV

Martyre de la Légion thébaine et introduction du christianisme

Le christianisme commençait à répandre ses lumières sur l'humanité, et le sang des martyrs fécondait la parole de l'Evangile. Saint Euchère, évêque de Lyon, relate, dans une lettre adressée à l'évêque Salvius en l'an 433, la fin mémorable

de la Légion thébaine, qui, composée de chrétiens de la Thébaïde ou Haute-Egypte, refusa de sacrifier aux faux dieux et de poursuivre ses coreligionnaires. La légion, forte de 6600 hommes, campait près de Tarnade, sous les ordres du primicier Maurice et de ses lieutenants Exupère et Candide. L'empereur Maximien Hercule, que Dioclétien associa à l'empire et qui se fit remarquer par sa cruauté envers les confesseurs de Jésus-Christ, irrité de la résistance des légionnaires, ordonne qu'on les décime. Ce sanglant exemple ne fait que fortifier, dans leur héroïque résolution, les chrétiens que le fer épargne. A cette vue, Maximien, dans un transport de rage, fait égorger la légion entière. Les Thébains, soldats valeureux, auraient facilement pu défendre leur vie, mais ils aimèrent mieux mourir que de tuer. Ils laissent tomber de leurs mains ces armes redoutées, qui, sur vingt champs de bataille, ont ajouté de nombreux et éclatants lauriers aux aigles impériales, et, docilement, sans un murmure, présentent la tête aux coups des bourreaux (302). Les martyrs arrosèrent de leur sang les lieux sur lesquels s'élèvera plus tard le plus ancien

monastère de l'Helvétie et de l'Occident, qui transmettra à travers les âges le nom du chef de la Légion chrétienne.

Le massacre d'Agaune (ancienne désignation de Saint-Maurice qui remplaça celle de Tarnade) ouvrit en Valais l'ère du christianisme : ses habitants renoncèrent aux idoles du paganisme et connurent le vrai Dieu. Les empereurs persécutèrent la religion naissante : ils s'efforcèrent vainement d'étouffer, par de sanglantes hécatombes, la voix des disciples du Christ, qui annonçait au monde un nouveau règne de paix et de liberté. Constantin et quelques-uns de ses successeurs protégèrent les chrétiens. Sous le pouvoir de Gratien, Ponce Asclépiodote, préteur des Alpes Pennines, reconstruisit les églises que le farouche Maximien avait fait détruire. L'édifice qu'il éleva à Sion, en 377, portait l'inscription suivante : « Inspiré par la piété, le préteur Ponce a rebâti ce temple avec une nouvelle magnificence. » Ce monument nous montre clairement que le christianisme avait déjà pénétré, au IV^e siècle, dans la vallée du Rhône.

Le premier évêque que nous connaissons en

Valais est saint Théodore I^{er} ou Théodule. Il choisit la ville d'Octodure pour sa résidence. Il découvrit les reliques des martyrs thébains et les déposa dans une chapelle qu'il consacra, à Agaune, à la mémoire de la Légion chrétienne. Il mourut vers 391. Dès cette époque, les évêques se succèdent sur le siège d'Octodure.



DEUXIÈME PARTIE

LE MOYEN AGE

V

Invasion des peuples barbares

Plus de quatre siècles s'étaient écoulés depuis que la puissance romaine pesait sur le monde connu, lorsque, au commencement du V^e siècle, les Suèves, les Vandales, les Burgundes, les Goths, les Huns, les Alémanes, les Francs, hordes innombrables de barbares, surgis du Nord et de l'Orient, envahirent les régions de l'Europe centrale, pillant les villes, ravageant les campagnes, massacrant les habitants, changeant en ruines et en déserts des contrées naguère prospères et heureuses. Les Barbares s'établirent dans les pays conquis, et Rome assista à l'effondrement de son vaste empire.

La vallée du Rhône vit apparaître les hommes du Nord : elle fut occupée par les Burgundes. Ces derniers l'annexèrent au royaume qu'ils fondèrent dans la Gaule, et qui eut pour limites, à l'est, la Reuss, et, à l'ouest, les Vosges jusqu'à la Méditerranée.

Les Burgundes s'établirent particulièrement dans les parties centrale et occidentale du Valais, tandis que l'ancien territoire des Vibériens, comme celui de l'Helvétie orientale, se voyait envahi par une horde d'Alémanes. Ce nom désigne une confédération de nations germaniques qui campaient, au III^e siècle, sur les bords du Danube et du Rhin. Les Alémanes sont les ancêtres des Allemands, comme les Burgundes le sont des Bourguignons.

VI

Les Burgundes

Les Burgundes, peuple originaire de la Germanie septentrionale, fixèrent définitivement leurs demeures dans les contrées situées sur les deux versants du Jura (413-435). Les Romains, espé-

rant que les territoires habités par ce peuple guerrier formeraient un boulevard puissant contre les incursions des Barbares, qui inquiétaient continuellement l'empire, favorisèrent la création du royaume de Burgundie ou de Bourgogne.

Les nouveaux habitants partagèrent entre eux la contrée et ne laissèrent aux indigènes que le tiers des terres et les deux tiers des serfs. Les historiens anciens nous représentent les Burgundes comme des guerriers distingués par leur vaillance, de haute taille, vêtus de peaux d'animaux, se servant de flèches empoisonnées, et animés d'un ardent amour pour la liberté. Ils étaient commandés par des chefs nommés Hendins. L'issue fatale d'une bataille ou la stérilité d'une année, présages des dieux, obligeaient les Hendins à déposer le pouvoir. Le Siniste était le chef de la religion. A leur arrivée dans les Gaules, les Burgundes embrassèrent le christianisme. Ils adoptèrent les restes corrompus de la civilisation romaine, et confondirent insensiblement leurs mœurs et leur langue avec celles des populations au milieu desquelles ils s'établirent. Leur caractère, moins barbare que celui

des autres peuples venus du Nord, facilita aisément cette fusion. Les Burgundes distinguaient déjà trois classes d'hommes : les nobles, les hommes libres et les serfs. Les comtes, juges civils et militaires, exerçaient la justice dans les villes et les cantons. Les huissiers du roi prélevaient les amendes.

Après le partage des terres, les habitants de la vallée du Rhône se livrèrent à l'agriculture, à l'élevage du bétail, au défrichement des forêts ; la vigne commença à refleurir. Mais le pays, dévasté pendant de longues années par les hordes barbares, se relevait lentement de ses ruines. Les produits de la civilisation romaine, le commerce, l'industrie, les sciences, les arts et les lettres avaient complètement disparu et ne devaient pas renaître avant longtemps.

VII

Les rois burgundes

Le roi Gundioch avait laissé quatre fils qui régnaient simultanément : Gondebaud, à Lyon, Chilpéric, à Genève, Gondemar, à Vienne en Dau-

phiné, et Godégisèle, à Besançon. Gondebaud était le plus puissant de ces souverains; ses Etats occupaient le centre du royaume. Poussé par une criminelle ambition, il se souilla du sang de ses trois frères, et réunit sous un seul sceptre la Burgundie tout entière. Il publia un recueil de lois, appelé *loi Gombette* (502), accorda sa protection aux sujets romains dans le but de se ménager un appui contre une noblesse turbulente, et gouverna le royaume jusqu'à sa mort avec une remarquable fermeté. Sentant sa fin s'approcher, il plaça lui-même la couronne sur la tête de son fils aîné Sigismond. Le jeune prince, élevé sur un bouclier, selon l'antique usage, fut proclamé roi des Burgundes.

Sigismond fut le fondateur ou le restaurateur de l'abbaye de Saint-Maurice. Il reconstruisit, sur de grandes et magnifiques bases, l'église et les bâtiments du monastère, qu'il enrichit de propriétés considérables, situées dans la Haute-Bourgogne, le pays de Vaud, la vallée d'Aoste et le Valais. Cette dotation royale fut concédée par charte du 30 avril 515. L'abbaye de Saint-Maurice prit dès lors une importance remarquable; cinq cents re-

ligieux, divisés en cinq chœurs, célébraient nuit et jour et sans interruption le service divin. Sigismond, cédant aux coupables conseils de sa seconde femme, Constance, orgueilleuse parvenue, fit assassiner son fils Sigéric, issu du premier lit. Ce crime souleva l'indignation de son peuple, qui se révolta contre le parricide. Bientôt le roi, le cœur plein de remords, implore la miséricorde divine et se réfugie à l'abbaye de Saint-Maurice. Mais ses ennemis le poursuivent, le saisissent dans sa retraite et le livrent aux Franks, qui le conduisent captif à Orléans, où il est mis à mort avec sa femme et ses deux enfants. A la prière de l'abbé Vénérand, les restes mortels de cette famille royale furent inhumés dans le monastère de Saint-Maurice.

Gondemar, frère de Sigismond, s'efforça, pendant dix ans, de tenir entre ses mains le sceptre de ses pères. Clotaire, de Soissons, et Childebert, de Paris, fils de Clovis, roi des Franks, qui depuis longtemps convoitent le royaume des Burgundes, livrent bataille à Gondemar, le battent et s'emparent de ses Etats (534). Le Valais subit le sort des armes et se trouva soumis au pouvoir de nouveaux conquérants.

VIII

Les Francs

Le changement de dynastie que les Francs venaient de faire subir au royaume de Bourgogne, ne détruisit nullement la nationalité du peuple vaincu. Le servage, qui en ces temps barbares était souvent la conséquence de la défaite, ne fut pas imposé aux anciens sujets du malheureux Gondemar. Les Burgundes conservèrent leurs lois, leurs mœurs et une certaine indépendance. Trop grossiers pour savoir donner une organisation aux peuples qu'ils avaient soumis, les Francs les laissaient vivre selon leurs coutumes et se contentaient de leur imposer leur suprématie. Ils prirent possession des domaines qui leur convinrent et abandonnèrent le reste aux anciens habitants, auxquels ils laissèrent exécuter tous les travaux agricoles; eux-mêmes continuèrent à s'adonner au métier des armes. Ils placèrent les Alpes valaisannes sous le gouvernement d'un patrice.

IX

Chute du mont Tauretunum. Invasion des Lombards. Inondation

Outre les maux inévitables qu'entraîne à sa suite toute conquête, le Valais fut éprouvé, pendant ce siècle, par des désastres de tout genre. Le mont Tauretunum, qui s'élevait à quelque distance d'Agaune, s'écroula avec un fracas épouvantable sur la jeune ville d'Epaune, ensevelissant sous ses décombres maisons, églises, richesses, habitants. Le Rhône obstrué reflua vers sa source, inondant la plaine et les localités de la vallée supérieure. Le fleuve, par la force de ses masses d'eaux ayant ensuite rompu la barrière qui arrêtait sa course, couvrit les campagnes de la vallée inférieure. Les flots du lac Léman furent grossis à un tel point qu'ils inondèrent les rives, et passèrent même par-dessus les murs de la ville de Genève dont ils emportèrent les ponts et les moulins (563). Combien de victimes dut faire cette effrayante catastrophe!

Quelques années après, les Lombards, peuple germanique qui avait fondé un royaume en Italie, désolèrent à plusieurs reprises les plaines du Valais. En 574, ils s'installèrent pendant plusieurs mois dans l'abbaye de Saint-Maurice, y vécurent grassement, puis la pillèrent et la brûlèrent. Ils furent enfin taillés en pièces, près de Bex, par les troupes du roi Gontran. Ce dernier fit reconstruire le monastère incendié. Pour comble de maux, le Valais fut ravagé par la petite vérole, que les Lombards avaient laissée à leur suite.

Octodure, l'antique cité gallo-romaine que huit évêques avaient honorée de leur présence, après avoir été saccagée par les hordes barbares, vit son territoire dévasté par une épouvantable inondation (580). Le successeur de saint Théodule dut transporter à Sion le siège de l'évêché; cette ville conserva dès lors la résidence épiscopale.

X

Charlemagne

Charlemagne, fils aîné du roi Pepin le Bref, régnait avec son frère Carloman. A la mort de ce dernier (771), les Etats des Francs se trouvèrent réunis sous le sceptre du monarque remarquable qui donna son nom à un siècle. Charlemagne, prince conquérant et législateur, parvint à faire vivre sous les mêmes lois une foule de peuples divers, ennemis les uns des autres, et qui ne demandaient qu'à se séparer. Il établit des officiers chargés de l'administration, et les fit surveiller par des envoyés royaux. Ces derniers, par des voyages incessants, s'assuraient de la manière dont la justice était rendue. La législation de l'empire était soumise à l'approbation des grands et des évêques dans les *Champs de mai*, assemblées que Charlemagne convoquait généralement en printemps. Ce prince favorisa particulièrement l'instruction en créant des écoles dans

les monastères et les évêchés. Un jour, entrant dans une de ces écoles, et voyant que les fils des nobles méprisaient l'étude, il leur adressa de sévères reproches : « Sachez, dit-il, que je ne fais nul cas de votre naissance, et que si vous ne cherchez pas à vous instruire, vous n'obtiendrez aucune faveur de Charlemagne. »

Ce monarque honora de ses largesses l'église de Sion et l'abbaye de Saint-Maurice. Sacré empereur d'Occident en l'an 800, il termina sa glorieuse carrière le 28 janvier 814.

XI

Partage de l'empire d'Occident

Louis I^{er} le Débonnaire, fils de Charlemagne, divisa entre ses enfants les Etats dont il avait hérité. Ces partages imprudents, semant au sein de la famille royale la discorde et la guerre, précipitèrent la chute de l'empire. Le Valais échut à Lothaire I^{er} (839), puis à son fils Lothaire II,

roi de Lorraine. Ce prince remit à Hucbert, dont il avait épousé la sœur Theutberge, le duché situé entre le Jura et le Mont-Joux (Grand-Saint-Bernard). La même année (859), il céda à son frère aîné, Louis II, roi d'Italie et empereur d'Occident, Genève, Lausanne et Sion. Hucbert se révolta contre son souverain, et, les armes à la main, se maintint en possession du duché jusqu'au jour où, vaincu près d'Orbe par Conrad, comte d'Auxerre, lieutenant de l'empereur, il périt dans le combat (866).

A la mort de Lothaire II, ses oncles Charles le Chauve et Louis le Germanique s'emparèrent de ses Etats et se les partagèrent. Charles le Gros, fils de Louis le Germanique, qui avait hérité des immenses possessions que Charlemagne avait réunies dans sa puissante main, ne put supporter le poids de la couronne impériale. Il fit preuve d'une telle incapacité que ses sujets le déposèrent et le confinèrent dans un couvent (887). Le comte Rodolphe, fils de Conrad d'Auxerre, à la faveur des troubles qui agitaient la monarchie, rassembla à Saint-Maurice les grands et les prélats de la contrée, et se fit solennellement proclamer roi

de la Bourgogne transjurane (888). Son autorité ne tarda pas à être reconnue des Alpes au Rhin et à la Saône.

XII

La féodalité

Lorsqu'un souverain voulait accorder à un de ses guerriers ou de ses favoris une marque de sa reconnaissance ou de sa faveur, il lui donnait en usufruit une certaine étendue de terres, ou lui confiait le gouvernement d'une province. Cet usage, dont l'origine remonte aux premiers chefs barbares, développa la féodalité ou système féodal, qui acheva de se constituer sous les successeurs de Charlemagne. Les bénéfices, primitivement temporaires, furent insensiblement convertis en propriétés héréditaires et prirent le nom de fiefs. Dans l'acte d'hommage, qui accompagnait cette concession, le vassal reconnaissait tenir son fief de la munificence de son seigneur suzerain et s'engageait à certaines obligations, entre autres, et c'était la principale, à suivre son suze-

rain à la guerre avec le nombre d'hommes que son fief comportait. De son côté, le suzerain devait aide et protection à son vassal. Un seigneur puissant aliénait à son tour tout ou partie de son propre fief, et devenait à la fois vassal et suzerain.

Les terres étaient de deux espèces : les alleux, biens francs, exempts de tout droit seigneurial ; et les fiefs, concédés sous condition de foi et hommage, et relevant du suzerain. L'hommage était lige ou simple ; l'homme lige promettait toute fidélité à son seigneur et s'engageait à le servir en personne. Les personnes se divisaient en quatre classes principales : les seigneurs, suzerains et vassaux ; les hommes libres ; les colons libres ou censitaires, qui payaient au seigneur une redevance annuelle ; les serfs attachés à la glèbe ou à la terre, qui faisaient partie du domaine qu'ils cultivaient et étaient transmis avec lui.

Le système féodal s'implanta en Valais comme dans les contrées voisines. Chaque localité eut son seigneur. La partie de la population soumise à la servitude eut ses taillables, qui payaient un droit au seigneur ; ses taillables à miséricorde,

qui devaient à leurs maîtres des redevances illimitées; ses serfs mainmortables, qui étaient privés de la faculté de disposer de leurs biens. Les alleux, les fiefs et tous les droits féodaux sur les terres et sur les personnes étaient l'objet de transactions continuelles. La possession de ces bénéfices donna souvent lieu à de sanglantes contestations entre vassaux et suzerains.

La féodalité eut pour résultat d'affaiblir le pouvoir central et d'augmenter celui de nombreux vassaux, ambitieux et remuants, qui ensanglantèrent de leurs querelles ces siècles malheureux. Elle fut, pour les classes inférieures de la société, une époque de misère et d'oppression. Heureusement la religion chrétienne, par ses enseignements bienfaisants, vint adoucir le sort du pauvre et de l'affligé. Quoique, à cette époque, elle n'eût pas encore pénétré bien profondément dans le cœur des peuples barbares, elle répandit cependant l'idée que tous les hommes sont enfants d'un même Père, devant lequel ils sont tous égaux. Quelques seigneurs, rendus meilleurs par ces divines vérités, traitèrent leurs serfs avec plus d'humanité et ne s'opposèrent pas à leur affranchis-

sément, lorsque ces derniers remplissaient les conditions exigées à cet effet par les lois féodales.

XIII

La noblesse

Une noblesse nombreuse et puissante, avide de fêtes, de tournois, d'aventures et de combats, habitait les nombreux châteaux qui dressaient alors leurs tours altières sur les collines verdoyantes et les sombres rochers de la vallée. Plusieurs seigneurs, à la tête de leurs vassaux, prirent part aux Croisades, qui mirent en présence les hommes de l'Orient et de l'Occident. L'aspect d'une civilisation étrangère frappa d'étonnement l'habitant des Alpes, qui rapporta dans son pays un esprit nouveau. La chevalerie, que cet âge d'enthousiasme fit éclore, eut en Valais de nombreux représentants. Le fils du noble, après avoir subi un noviciat, était admis à ceindre l'épée de cette brillante association. Il jurait de soutenir le droit, de protéger les faibles et de défendre la religion, puis, au nom de saint George, il était armé chevalier.

XIV

Le deuxième royaume de Bourgogne

Le Valais forma l'un des comtés du nouveau royaume de Bourgogne. Rodolphe I^{er} qui s'était fait couronner à Saint-Maurice, mourut en 912. Son fils, Rodolphe II, sut agrandir ses Etats qui reprirent les limites de l'ancien royaume de Gondebaud. Ce roi mourut en 937. Il fut inhumé dans le monastère de Saint-Maurice, où reposait son père.

Sous le règne de Conrad, fils de Rodolphe II, les Sarrasins saccagèrent pendant plusieurs années la vallée du Rhône. Installés sur les principaux passages des Alpes, ils ne quittent leurs repaires que pour porter autour d'eux le fer et le feu. Ils détruisent l'église du Bourg-Saint-Pierre et réduisent en cendres l'abbaye de Saint-Maurice. Ils furent enfin contraints d'abandonner les Alpes.

Saint Bernard de Menthon, archidiacre de la cathédrale d'Aoste, voua sa sollicitude à une

œuvre remarquable qui lui valut l'admiration du monde entier. Il alla fixer sa demeure sur le col glacé du Mont-Joux, détruisit le culte de l'idolâtrie, qui avait encore son autel sur ces sommités sauvages et désolées, puis, dans l'élan de sa charité chrétienne, y fonda le célèbre hospice qui porte son nom (vers le milieu du X^e siècle). Les pontifes, les souverains, la noblesse, le peuple honorèrent et encouragèrent de leur protection et de leurs dons cette institution humanitaire. Le voyageur et le malheureux, qui traversent les régions dangereuses du Grand-Saint-Bernard, y trouvent, depuis des siècles, une fraternelle hospitalité.

Le roi Conrad mourut en 993. Son fils, Rodolphe III, donna le comté du Valais, avec tous ses revenus, à Hugues, évêque de Sion, et à ses successeurs (999). Le diplôme royal investissait le donataire du titre de comte territorial de ce pays et de la possession du pouvoir souverain. Rodolphe III mourut sans postérité, après avoir légué ses Etats à l'empereur d'Allemagne (1032). Le second royaume de Bourgogne avait cessé d'exister, et le comté du Valais se trouvait réuni à l'empire d'Allemagne.

XV

Système administratif des évêques

L'évêque de Sion, comte du Valais, relevait directement de l'empereur dont il devint le haut vassal. Investi de la souveraineté temporelle, il fit administrer par divers officiers le territoire soumis à sa juridiction. Ernen, Mœrel, Naters, Saint-Nicolas, Viège, Rarogne, Louèche, Sierre, Anniviers, Sion, Ardon-Chamoson, Martigny et Masongex obéissaient à des vidomnes, des majors et des sautiers. Ces lieutenants épiscopaux exerçaient des fonctions à la fois administratives, judiciaires et militaires.

Le vidomne, lieutenant du seigneur, exerçait ordinairement la juridiction pendant les deux mois de mai et d'octobre. — Le major possédait l'exercice de la justice pendant les dix autres mois de l'année. — Le sautier exerçait une partie des droits du major.

Ces offices, pendant les premiers siècles, furent tenus en fiefs héréditaires, puis devinrent en partie électifs. Les personnes revêtues de ces charges

nobles devaient au suzerain l'hommage lige et le plait, soit redevance due à chaque changement de suzerain ou de vassal. Des châtelains étaient préposés à la garde des forts épiscopaux.

Ajoutons que l'autorité du siège de Sion ne s'étendait pas sur toute la vallée du Rhône. Les châtelanies de Monthey et de Saint-Maurice, dans le Chablais, celle de Saint-Brancher, dans l'Entremont, celles de Saxon, de Saillon et de Conthey, les fiefs d'Ayent, de Granges, de Bas-Châtillon et le petit comté de Mœrel appartenaient aux comtes de Savoie, qui y avaient leurs vassaux et leurs fonctionnaires.

Plusieurs localités : Bagnes, Salvan, Choëx, Vouvry, etc., se trouvaient sous la suzeraineté des abbés de Saint-Maurice.

XVI

Prétentions des Zæhringen et des comtes de Savoie sur le Valais

En 1157, l'empereur d'Allemagne accorda au duc Berthold IV de Zæhringen le droit de transmettre à l'évêque du Valais les attributions de

haute suzeraineté. Le duc céda ce droit à Humbert III, comte de Savoie, son beau-frère. Ce privilège donna naissance à de nombreux conflits, qui surgirent dans la suite entre les comtes et les évêques. La maison de Savoie s'efforça constamment, par tous les moyens, d'étendre sa domination sur les terres épiscopales, et, pendant plusieurs siècles, le siège de Sion eut à lutter contre les prétentions envahissantes de son voisin. De plus, les comtes de Savoie avaient, dès le XII^e siècle, d'importantes possessions dans le comté du Valais, et les évêques de Sion en avaient également sur le territoire savoisien. Ces propriétés, enchevêtrées les unes dans les autres, furent également une cause de troubles et de démêlés incessants.

Henri VI, roi des Romains, fils de Frédéric I^{er} Barberousse, qui gouvernait l'empire, pendant que son père, à la tête d'une armée de croisés, se dirigeait vers de lointaines régions où il trouva une mort prématurée, déclara, par lettres patentes délivrées à Bâle, le 7 mai 1189, qu'à l'avenir le comté du Valais relèverait spécialement de l'empire, et que les évêques de Sion recevraient les

droits de souveraineté directement de l'empereur.

Le duc Berthold V de Zæhringen essaya, comme son père, de faire reconnaître son autorité sur la vallée du Rhône, malgré le diplôme impérial qui annulait tous les droits que les comtes de Savoie et les ducs de Zæhringen pouvaient invoquer sur le comté épiscopal. Mais les Valaisans ne voulurent pas se donner un nouveau maître, et refusèrent d'admettre des prétentions si peu fondées. Le duc, en présence de cette opposition, eut recours à la force ; mais ses armes n'obtinrent guère plus de succès. Voyant enfin qu'il ne viendrait jamais à bout de réduire ce pays sans l'aide de troupes nombreuses, il réunit 13,000 hommes, franchit le Grimsel et pénètre en Valais. Bientôt les sinistres lueurs de l'incendie, qui dévore les villages et les hameaux, annoncent l'approche de l'envahisseur. Les Valaisans prennent position près du village d'Ulrichen et attendent l'ennemi. La bannière épiscopale flotte au-dessus de leurs rangs. Le combat s'engage ; l'armée ducale est vaincue, et la liberté, gage de la victoire, brille d'un nouvel éclat sur les Alpes valaisannes (1211).

L'évêque Landri de Mont, dont l'étendard vit fuir le dernier des Zæhringen, construisit, sur une hauteur qui domine la Morge, le château de la Soie, dans le but de fortifier ses frontières contre la Savoie, dont les possessions s'étendaient jusqu'au pied de cette forteresse. Plusieurs évêques habitèrent cette résidence. Landri de Mont procéda également au relèvement du château de Montorge, qui avait été bâti puis démoli par Aymon de Savoie, apanagiste du Bas-Valais. Ce prélat s'éteignit le 10 avril 1237, après un épiscopat de 30 ans. Les annales du pays conserveront le souvenir de la belle et énergique figure de ce prince-évêque, qui, à la tête de son peuple, repoussa l'envahisseur. Son nom demeurera inséparable de la victoire d'Ulrichen.

XVII

Guerres de Pierre de Savoie

Les démêlés qui avaient déjà surgi entre la maison de Savoie et l'évêché de Sion, au sujet de leurs possessions enchevêtrées les unes dans les

autres, et des droits de suzeraineté et de vassalité qui en résultaient, prirent, sous l'épiscopat de Henri I^{er} de Rarogne, un caractère d'une violence extrême. L'évêque avait envahi avec ses troupes la vallée inférieure. Pierre de Savoie, surnommé le petit Charlemagne, et son frère Amédée IV ne tardèrent pas à se venger de l'agression des Valaisans. Ils réunissent une armée qu'ils divisent en deux corps : l'un, sous le commandement d'Amédée IV, doit pénétrer dans la vallée d'Aoste et ensuite dans le Valais; l'autre, sous les ordres de Pierre, s'avance sur les frontières du Chablais. 3000 Haut-Valaisans se retranchent fortement sur le mont Bret, au bord du lac Léman. Pierre, ne pouvant emporter de front cette forteresse naturelle, la tourne et vient prendre l'armée valaisanne à dos. Celle-ci, se voyant sur le point d'être cernée, abandonne ses positions, le désordre se met dans ses rangs, la voix des chefs n'est plus écoutée, et, bientôt, dans une déroute complète, elle vient tomber sous le fer de l'ennemi, dans la plaine de Port-Valais. Le massacre fut horrible. Pierre veut achever son œuvre sanglante. Il marche sur Sion qui tombe

en son pouvoir, emporte successivement Louèche, Tourtemagne, Viège, rase les châteaux du comté de Moërel, et taille en pièces les derniers défenseurs de la vallée supérieure.

Après cette défaite, Henri I^{er} se hâta de rechercher l'amitié de la jeune ville de Berne. Un traité d'alliance, pour un terme de dix ans, fut conclu à Louèche, le 17 juillet 1252, entre l'évêque de Sion et la bourgeoisie de Berne.

Mais la lutte, quelque temps assoupie, recommença avec une nouvelle fureur. Pierre reprit les armes. Les châteaux épiscopaux de Martigny et du Crest, près d'Ardon, sont assiégés et emportés.

L'évêque se vit alors contraint de demander la paix. Le vainqueur exigea le paiement de tous les frais de guerre. Henri I^{er}, dans l'impossibilité de réaliser une somme pareille, fut obligé de lui remettre en hypothèque les châteaux de Martigny, du Crest et de Chamoson (1260). Mais le petit Charlemagne voulait arrondir ses domaines du côté du Valais. Il obligea de plus le prélat de renoncer à tous les droits qu'il avait au-dessous de la Morge de Conthey, au Crest, à Chamoson, à

Martigny, à Massongex, à Montreux, etc., tandis que lui-même faisait abandon de ceux qu'il possédait au-dessus de cette rivière. Cet échange, qui eut lieu le 5 septembre 1260, fut résilié après la mort de Pierre, par son frère, le comte Philippe, dont le caractère plus pacifique ramena la concorde entre sa maison et le siège épiscopal.

XVIII

Origine des communes

Pendant l'époque qui vient de s'écouler, la situation politique du Valais revêt un nouvel aspect. Les cultivateurs, courbés sous la triste servitude seigneuriale, commencent à s'affranchir. Ils rentrent en possession d'une antique liberté, que le sort des armes et des vicissitudes de tout genre avaient aliénée au profit d'une classe plus heureuse. Les hommes, sentant le besoin de réunir leurs forces, divisées par le système féodal, s'étaient déjà groupés en communautés; mais ce n'est qu'au XIII^e siècle que ces dernières se trouvent constituées et en possession de quelques

droits. On les voit établies dans de nombreuses localités, dont les habitants, propriétaires de biens privés et communaux, se réunissent en assemblées générales sous la présidence du seigneur ou de son lieutenant, pour s'occuper de leurs intérêts. La commune de Sion, qui apparaît déjà au XII^e siècle, promulgue avec l'évêque, le vidomne, le major et le sautier des statuts et des règlements; douze magistrats, choisis parmi les citoyens, sont chargés de l'administration générale de la communauté, sous la surveillance de l'évêque et de ses officiers (1269). Brigue, Viège, Louèche, Martigny, etc., possèdent également des franchises et des privilèges, concédés par l'autorité épiscopale. Dans le Valais savoisien, Conthey, Saillon, Orsières, Saint-Maurice, etc., ont leurs institutions communales octroyées par les comtes. Les évêques de Sion et les comtes de Savoie se montrèrent les protecteurs des libertés publiques.

A la faveur de ces nouvelles institutions, le peuple commence à prendre part à la gestion des affaires communales. Dans le siècle suivant, ce rôle grandira, et l'élément populaire conquerra sa place dans les Conseils du pays. Dès

la première moitié du XIV^e siècle, les communes participeront avec le prince-évêque à l'administration du comté. Leurs députés formeront le *Conseil général de la terre du Valais*.

XIX

Insurrection des nobles

La noblesse valaisanne, puissante et ambitieuse, voulant secouer le joug du pouvoir central qui met obstacle au sien, va se liguier pour renverser l'autorité temporelle du siège épiscopal. Les évêques, pour mettre un frein à ce torrent envahisseur, recherchent le concours du peuple qu'ils dotent de libertés et de franchises. Cet ensemble de prérogatives donnera naissance à une nouvelle puissance, civile et politique, exercée plus tard par les dizains. Ces communautés anéantiront la noblesse féodale et saperont, à leur tour, les fondements du pouvoir temporel des évêques.

Pendant la vacance du siège de Sion, les nobles de la Tour, de Rarogne, de Naters, de Viège et de Mœrel s'étaient emparés de plusieurs fiefs

appartenant à l'Eglise de Sion, et refusaient de remplir leurs devoirs de vasselage. Ils se révoltèrent et prirent les armes contre leur évêque. Leur armée, forte de 11,000 hommes, commandée par Pierre de la Tour, et rassemblée près de Louèche, fut battue et mise en fuite par les troupes épiscopales, composées de paysans dévoués à l'évêque (1294). Les chefs des rebelles se réfugièrent dans le château du Roc de Naters; mais ils durent bientôt se rendre après une courte résistance. Quelques-uns payèrent de leur tête leur félonie, d'autres, de leurs biens. Un traité de paix intervint ensuite entre l'évêque Boniface de Challant et Pierre de la Tour. Le chef des rebelles jura fidélité à son suzerain. Les prisonniers Pierre et Amédée de Saxon, qui avaient pris part à la sédition, furent graciés et remis en liberté (15 septembre 1299).

Pour protéger la ville épiscopale, l'évêque avait fait construire ou restaurer le château de Tourbillon, dont les murs crénelés se dressent encore pittoresquement sur l'une des deux collines de Sion. Puis il avait conclu, pour un terme de dix ans, un traité de combourgeoisie

avec la ville de Berne. Mais le puissant parti que la fermeté de Boniface de Challant venait de dompter, ne renonçait pas à la lutte. Quelques nobles voulurent s'emparer par trahison du fort de Tourbillon, dans le dessein de le livrer à l'ennemi. Le complot fut découvert, et une vingtaine de conjurés portèrent la tête sur l'échafaud. L'un d'eux, le chevalier Anselme de Saxon, fut décapité à Sion, sur le Grand-Pont; ses propriétés furent confisquées au profit de la ville et de l'évêché (30 avril 1300).

Le successeur de Boniface de Challant eut encore à réprimer une nouvelle insurrection. De nombreux démêlés avaient éclaté entre les Valaisans et les gens de Frutigen. Les seigneurs de la Tour saisirent cette occasion pour reprendre les armes. Ils veulent relever le prestige et le pouvoir de leur maison. Ils appellent à leur aide la noblesse de l'Oberland. Une armée nombreuse, à la tête de laquelle on remarquait les sires de Weissenbourg, de Frutigen, de Wyl, de Wimmis, franchit la Gemmi, dévaste sur son passage les villages et les hameaux de la vallée de Louècheles-Bains, et va prendre position dans la plaine,

sur les bords du Rhône près de Tourtemagne. Les Valaisans, réunis sous la bannière de leur évêque, Aymon II de Châtillon, fondent sur l'envahisseur. Le choc fut terrible. L'armée des nobles, rejetée sur la rive du fleuve, fut massacrée ou précipitée dans les flots. Là périrent, entre autres, Pierre de la Tour et les sires de Weissenbourg et de Wimmis. Un petit nombre trouva grâce et fut fait prisonnier. La plaine, qui vit expirer la fleur des guerriers de l'Oberland, fut nommée dès ce jour mémorable *Pré des soupirs*. Une chapelle s'élève sur les lieux où les morts reçurent la sépulture (août 1318).

Aymon II de Châtillon eut pour successeurs Aymon III de la Tour, puis Philippe I^{er} de Chamberlhac, personnage érudit et distingué, issu d'une famille noble du Périgord (ancien pays de France). Ce prélat confirma les franchises de Louèche (3 juillet 1338), de Martigny (10 juillet 1338), et de Sion (12 mars 1339).

XX

L'évêque Tavelli

Guichard Tavelli, d'une famille notable de Genève, succéda en 1342 à Philippe de Chamberlhac. La vie de ce prélat ne fut qu'une longue et pénible lutte, et qui se termina par une fin tragique. Guichard fut particulièrement en butte à l'animosité de la noblesse valaisanne, animosité sans cesse entretenue par l'esprit vindicatif et turbulent des sires de la Tour. Une contestation s'étant élevée sur la possession de quelques fiefs appartenant à Pierre de la Tour, ce dernier prit les armes contre son suzerain. A la tête d'un certain nombre de nobles du Simmenthal, de la Gruyère et du Valais, il envahit les terres épiscopales, pillant et brûlant châteaux et habitations, massacrant les gens qui essayaient d'opposer quelque résistance. De la Tour poussa l'audace jusqu'à frapper l'évêque lui-même et les gens de sa suite ; plusieurs personnes furent grièvement blessées, un clerc fut tué.

Dans cette situation extrême, Guichard sollicita l'appui du Saint-Siège. Une sentence d'excommunication ayant inutilement frappé les rebelles, l'évêque eut recours au comte de Savoie, Amédée VI, le protecteur et le bienfaiteur de sa famille. Celui-ci s'empressa de répondre à l'appel du prélat. Il espérait rétablir par les armes l'autorité que sa maison cherchait depuis si longtemps à acquérir sur le comté du Valais. Il lève une armée, s'empare de Sion et y place un gouverneur (26 avril 1352). Mais l'intervention de la Savoie ne put rétablir la paix. Après le départ du comte, la révolte et le mécontentement ne tardèrent pas à éclater. Amédée VI dut reprendre les armes. Cette fois ce ne fut qu'après une vigoureuse résistance que la ville de Sion vit entrer dans ses murs l'armée savoisiennne. L'assaut avait duré « depuis soleil levant jusqu'à heure de vespres, faisans les habitants extrême défense. Toutefois enfin fut la ville prinse par force, et mise à sac : et grand nombre de ceux qui furent trouvez en armes, massacrez. » Le comte de Savoie conclut ensuite un traité avec les nobles et les communes. Il imposa une indemnité de guerre

de 28,000 florins d'or et exigea 60 otages (8 et 9 novembre 1352).

La discorde qui régnait entre les sires de la Tour, les patriotes et le siège épiscopal, n'avait pas fini d'ensanglanter les plaines du Rhône. Le meurtre de la comtesse Isabelle de Blandrate de Viège et de son fils Antoine, sacrifiés, près du pont de Naters, au ressentiment du peuple, l'incendie du manoir d'Antoine de la Tour et de trente maisons au Bas-Châtillon, d'un millier de bâtiments dans la vallée de Loetschen, à Conthey, des personnes massacrées, étaient les déplorables résultats de la guerre civile. Le comte de Savoie intervint comme arbitre pour mettre un terme à cet état de choses. Les frères Jean et Antoine de la Tour réclamaient une somme de 300,000 florins, pour les dommages que les partisans de l'évêque leur avaient causés. Amédée VI condamna le prélat à payer 20,000 florins pour toute indemnité.

La noblesse, les alliances, la fortune territoriale distinguaient Antoine de la Tour parmi les grands de la contrée. Hautain et emporté, il voulait que tout pliât sous sa volonté. Irrité de la

sentence portée par le comte de Savoie, il nourrissait dans son âme de sinistres projets contre Guichard Tavelli. Un jour, pendant que le prélat et son chapelain récitaient ensemble les heures canoniales, en se promenant dans un petit jardin du château de la Soie, qui attenait aux remparts, des soudards, à la solde du sire de la Tour, pénétrèrent dans le fort, se jetèrent sur ce vieillard vénérable et le précipitèrent avec son chapelain du haut de ce rocher à pic, que couronnent encore aujourd'hui quelques ruines du château épiscopal (8 août 1375).

A la nouvelle de cet horrible forfait, les patriotes de Conches, de Brigue, de Louèche, de Sierre et de Sion jurèrent de venger leur évêque. Ils prennent immédiatement les armes et envahissent les domaines du meurtrier. Après avoir emporté le château de Granges, ils se dirigent sur celui d'Ayent; mais, près du pont de Saint-Léonard, ils se trouvent en présence des alliés et des vassaux d'Antoine de la Tour. Le combat s'engage, et là, comme à Louèche, les nobles sont vaincus par les paysans. Les casques aux panaches ondoyants, les riches armures qui lancent des éclairs

d'or, sont broyés sous la massue vengeresse, et leurs débris informes tombent dans la poussière du chemin. Le peuple, poursuivant sa victoire, livre aux flammes les châteaux d'Ayent et de Conthey et met le siège devant celui de Châtillon, dont les murailles tomberont aussi sous ses coups.

Antoine de la Tour, échappé à la fureur populaire, alla chercher un refuge sur la terre de l'exil. C'est ainsi que fut expulsé du Valais le dernier représentant d'une antique et puissante famille, dont la longue lutte contre le siège épiscopal se termina par un crime.

XXI

Insurrection des communes

Edouard de Savoie, évêque de Belley, avait succédé à Guichard Tavelli. Son parent, Amédée VI, comte de Savoie, était parvenu à obtenir cette translation pour maintenir son influence dans la vallée du Rhône. Antoine de la Tour, le jour même du meurtre de l'évêque Tavelli, avait

vendu ses biens au comte de Savoie. Le prélat racheta ces domaines. En garantie du prix d'acquisition, s'élevant à 46,000 florins d'or, il remit au comte ses châteaux de Martigny, de la Soie et de Montorge. Cet acte mécontenta probablement les communautés et attira à Edouard leur disgrâce. En effet, en livrant à l'étranger les principales forteresses de la vallée, l'évêque ne prenait guère en mains les intérêts de ses administrés. Aussi, à peine la mort eut-elle fait descendre dans la tombe Amédée VI, dont la présence avait seule pu maintenir Edouard sur le siège de Sion, que les patriotes coururent aux armes, chassèrent leur évêque, achevèrent de réduire en cendres le château de Châtillon, portèrent le fer et le feu à Hérémence, à Nendaz, à Conthey, à Saillon, s'emparèrent des possessions que la Savoie avait dans le Bas-Valais, et pénétrèrent même dans le Chablais. Mais les troupes savoisiennes mirent un terme aux succès des Valaisans. Le château d'Ardon, après une vigoureuse défense, fut emporté par des forces supérieures. La place de Chamoson ne tarda pas à capituler.

L'évêque exilé avait trouvé un refuge à la cour

de Chambéry. Amédée VII, célèbre dans les tournois sous le nom de comte Rouge, irrité de l'affront qui venait de frapper un membre de sa famille, jeta une armée sur le sol valaisan. La ville de Sion fut vivement attaquée. Les assiégés résistèrent vaillamment; les femmes elles-mêmes unirent leur courage à celui des défenseurs de la cité. Les troupes du comte, qui avaient subi d'importantes pertes, semblaient hésiter. Mais une ruse de guerre leur donna la victoire. La ville fut mise à sac et livrée aux flammes. Le château épiscopal d'Ayent fut rasé.

Le 21 août 1384, les Valaisans renoncèrent à prolonger la résistance et souscrivirent à un traité de paix portant entre autres : — que les mandements de Martigny et d'Ardon-Chamoson, et toutes les possessions que l'Eglise de Sion avait sous la Morge de Conthey, étaient cédés à perpétuité au comte de Savoie, à titre d'indemnité pour la destruction du château de Châtillon. Le Chapitre de la cathédrale ratifia cette capitulation, imposée par la violence étrangère. Il ordonna aux habitants de Martigny et d'Ardon-Chamoson de prêter dorénavant au comte de

Savoie le serment de fidélité qu'ils devaient à l'évêque de Sion.

Edouard de Savoie, rétabli par la force sur le siège de Sion, ne put se concilier l'affection de ses sujets. L'animosité qui le poursuivait grandit encore, et le prélat dut s'éloigner de la terre du Valais. Il alla succéder à l'archevêque de Tarantaise qui venait de mourir assassiné (mars 1386).

Humbert de Billens, vassal du comte de Savoie, avait été élu évêque. Ce choix mécontenta les Haut-Valaisans qui refusèrent de le reconnaître. Le comte Rodolphe de Gruyère, bailli du comte de Savoie, occupait les forts épiscopaux. Voulant soumettre les habitants de la vallée supérieure, il alla camper à Viège. Pendant la nuit, les Valaisans s'approchèrent des granges où reposaient ses soldats, y mirent le feu, et, profitant de la panique générale, fondirent à l'improviste sur un ennemi à moitié endormi. L'incendie éclairait de rouges lueurs la scène du massacre. Les cris et les plaintes des soldats mourants, qu'un fer impitoyable frappait sans relâche, se mêlaient au sifflement de la flamme meurtrière. 4000 hommes

rendirent le dernier soupir. Le comte de Gruyère lui-même n'échappa qu'à grand'peine à cette attaque nocturne (20 décembre 1388). Il se précipita sur Sierre où il se retrancha, et appela à son aide le comte de Savoie.

Amédée VII s'avança de nouveau dans la vallée du Rhône, et alla établir son camp à Salquenen. Ce fut là que les habitants de Sion, de Sierre et de Louèche lui promirent à genoux le secours de leurs armes contre les dizains supérieurs. Après avoir ravagé la belle vallée d'Anniviers, il se retira, emmenant prisonniers les chefs des Haut-Valaisans. Ces derniers avaient dû déposer les armes.

Un traité fut définitivement conclu entre la Savoie et les VII dizains de Conches, Brigue, Viège, Mœrel, Louèche, Sierre et Sion (11 décembre 1399). La lutte acharnée qui pendant si longtemps avait armé l'un contre l'autre les deux Etats voisins, parut s'assoupir par cette conciliation.

XXII

Guerre de Rarogne

La noble maison de Rarogne conservait dans son sein le siège de Sion. Guillaume V de Rarogne, le Jeune, élevé à l'épiscopat par le pape Boniface IX, le 12 juillet 1402, avait succédé à Guillaume IV, le Bon. Guichard de Rarogne, oncle du prélat, était investi des dignités de bailli et de capitaine-général du Valais. Le pouvoir et l'opulence de cette famille excitèrent la haine et la jalousie du peuple. Par les actes de son administration, Guichard augmenta encore l'irritation de ses concitoyens. Les Valaisans résolurent de délivrer le pays de cette famille. Le mouvement commença à Brigue. Les chefs de l'insurrection appelèrent le peuple aux armes en dressant la Mazze. Cette naïve et terrible coutume populaire consistait à placer, sur une route fréquentée ou une place publique, une énorme massue, représentant un visage humain, à

l'expression triste et souffrante, entourée de ronces et d'épines, emblème de la misère et de la tyrannie. Un homme la tenait debout au milieu de la foule qui accourait. On demandait à la Mazze de désigner le nom de l'oppresseur qu'elle redoutait ou de l'auteur de ses souffrances : « Est-ce Silinen? — Est-ce Asperlin? » La Mazze restait silencieuse. Mais, au nom de Rarogne, elle s'inclina profondément. Aussitôt tous les assistants, qui voulaient participer à la délivrance commune, levèrent la main au ciel pour témoigner leur adhésion à la cause populaire. Puis, l'un après l'autre, ils vinrent enfoncer un clou dans la statue en signe de la fermeté de leur résolution. Cette image de l'ostracisme valaisan fut ensuite promenée de village en village, de dizain en dizain. Elle finit par visiter le capitaine-général, l'évêque et tous les partisans des sires de Rarogne.

Les résidences seigneuriales et les maisons non fortifiées furent envahies et pillées par la multitude soulevée. Guichard s'enfuit à Berne, dont il était bourgeois, et implora en vain la protection de cette ville. Il s'adressa alors au

comte de Savoie. Cette dernière démarche porta au comble la colère des Valaisans. Ceux-ci s'emparèrent des forts épiscopaux qu'ils pillèrent et ruinèrent. Les tours de la Soie restèrent seules debout. Guichard se rendit de nouveau à Berne, qui prit enfin en mains la cause de son combourgeois. Les Valaisans de leur côté s'allièrent avec les cantons d'Uri, d'Unterwald et de Lucerne. L'évêque, Guichard et sa famille s'étaient réfugiés dans le château de la Soie. Ils durent s'éloigner et se retirer à Berne. Après leur départ, le fort fut réduit en cendres. Les Confédérés s'étaient réunis à plusieurs reprises pour mettre un terme aux troubles qui désolaient le Valais. Mais aucune solution conciliatrice ne put sortir du sein de ces assemblées. Berne résolut enfin de recourir à la force des armes. Une armée de 13,000 hommes s'avança par le Grimsel sur le dizain de Conches. Une autre colonne traversait le Sanetsch et marchait sur Sion. Uri, Unterwald et Lucerne, mécontents de l'opiniâtreté des Valaisans, ne leur envoyèrent aucun secours.

4 Pendant l'alarme se répandait dans les val-

lées supérieures. Le tocsin appelait les habitants à la défense de la patrie. L'envahisseur, le fer et le feu à la main, répandait autour de lui l'épouvante et la mort. Les flammes dévoraient les villages d'Obergesteln, d'Oberwald et d'Unterwasern. La multitude, affolée et sans armes, abandonnait ses foyers détruits et s'enfuyait en désordre vers le village d'Ulrichen. Thomas Riedi, un simple laboureur, arrêta les fugitifs, calma leur frayeur, et les exhorta à combattre pour la patrie et la liberté. Il rappela à ses concitoyens la gloire que leurs ancêtres avaient acquise en repoussant de ces mêmes lieux l'armée du fier duc de Zæhringen. Son courage et ses mâles paroles enflammèrent le patriotisme des laboureurs; 200 hommes se mirent sous ses ordres. Le chapelain Jacques Minichow arrivait également à la tête de 400 combattants, qu'il avait réunis à Münster. Ces 600 braves prirent position sur la hauteur qui domine Ulrichen, et fondirent à l'improviste sur la tête de la colonne ennemie qui s'avancait en désordre. Thomas Riedi, armé d'une lourde et terrible massue, jette la mort et l'effroi dans les rangs bernois; quarante guerriers, râlant

à ses pieds, sont la preuve de sa bravoure et de sa vigueur athlétique. Lui-même, haletant de fatigue, tombe enfin sur un monceau de cadavres, et meurt pour cette patrie qu'il a tant aimée (29 septembre 1419). Le souvenir de ce héros conservera une glorieuse place dans les annales valaisannes : il transmettra, jusqu'aux dernières générations, l'exemple du courage et de l'abnégation patriotique.

Les Bernois avaient perdu dans ce combat 300 hommes, les Valaisans, une cinquantaine. Les premiers, ayant appris que le corps qui menaçait Sion avait rencontré une résistance terrible aux environs de cette ville, se hâtèrent de quitter le Valais. Une modeste croix, placée près de celle qui rappelle la défaite du duc de Zæhringen, consacre la mémoire de la deuxième victoire d'Ulrichen.

A la suite de ces événements, des négociations de paix s'ouvrirent à Evian, sous la médiation du duc de Savoie, de l'archevêque de Tarentaise et de l'évêque de Lausanne. Les Valaisans furent condamnés à indemniser l'évêché de Sion, les Bernois et Guichard de Rarogne. Ce dernier ren-

tra en possession de ses biens. Mais la puissance et l'éclat de sa maison avaient à jamais disparu. Lui-même termina ses jours sur la terre étrangère. Son neveu, Guillaume V de Rarogne, mourut en exil.

XXIII

Développement des libertés populaires

Dans deux assemblées du Conseil général, tenues le 16 mars 1425 et le 16 mars 1435, l'évêque André de Gualdo confirma aux VII dizains les droits qu'ils possédaient dans l'exercice de la justice et de l'administration. Il reconnut qu'il devait accepter, dans son Conseil, deux citoyens que le pays nommerait, et qu'il ne devait pas élire les officiers épiscopaux sans le consentement des patriotes. Il ne devait établir qu'un seul procureur fiscal. Il promettait, sous la foi du serment, de n'excommunier ou de ne faire excommunier aucun patriote. Chaque communauté procédait, comme elle en avait la coutume, à l'élection annuelle de son juge, châtelain, major ou sautier.

L'appel d'un jugement se portait successivement : devant le dizain voisin; devant le bailli; devant l'évêque; et enfin devant les députés des dizains réunis, qui prononçaient en dernier ressort.

Le XV^e siècle commence à voir s'éteindre l'hérédité des charges de l'ancienne noblesse : les dizains exercent, par des magistrats électifs, la justice civile et criminelle. L'importance politique de ces communautés, dont plusieurs rachètent des droits seigneuriaux, augmente et se développe. Elles se donnent des lois et des statuts, organisent leur administration intérieure, et font consacrer par les chartes épiscopales les libertés anciennes et les droits nouveaux, qui constituent les principes de la démocratie et d'un nouveau système gouvernemental.

XXIV

Conquête du Bas-Valais

Après avoir goûté pendant quelques années les bienfaits de la paix, la vallée du Rhône va de nouveau présenter le spectacle de la guerre. Les rapports du Valais et de la Savoie prenaient un

caractère hostile, qui s'accroissait de plus en plus. Les querelles interminables des communes frontières de Savièse et de Conthey avaient fourni au duc de Savoie l'occasion d'écrire à l'évêque Walter II Supersaxo que « si cela ne finissait pas bientôt, il en viendrait enfin aux grands remèdes. » L'évêque ne s'effraya point de ces propos menaçants. Il se contenta de renouveler l'alliance précédemment conclue avec les cantons d'Uri, d'Unterwald et de Lucerne. Il s'allia également avec Berne. Cette ville venait de se détacher de la Savoie qui avait pris parti pour Charles le Téméraire, ce belliqueux duc de Bourgogne dont les armes menaçaient l'indépendance de la Suisse naissante. Le traité de Berne mit fin à l'attitude passive qu'observaient le Valais et la Savoie. Les troupes savoisiennes, fortes de 10,000 hommes, ne tardèrent pas à paraître sous les murs de Sion. La ville, défendue par une faible garnison de 300 hommes, ne pouvait résister longtemps au choc de l'ennemi.

Un cri d'alarme se fit entendre dans les hameaux de la plaine et de la montagne; 4000 patriotes se levèrent. Aidés d'une poignée de Gri-

sons, accourus à leur secours, ils essayèrent vainement de repousser l'ennemi. Ils durent reculer devant des forces supérieures. La capitale allait tomber au pouvoir des assiégeants, lorsque les bannières de Berne et de Soleure apparurent sur les sommités du Sanetsch : 3000 guerriers venaient se joindre aux Valaisans et tombaient à l'improviste sur les flancs de l'agresseur, tandis que les hommes des Ormonts et de Château-d'Œx, débouchant par des sentiers à peine praticables, l'attaquaient par derrière. L'arrivée de ces renforts et leur attaque audacieuse relevèrent le courage des patriotes, qui reprirent l'offensive. L'armée ducal, malgré le nombre de ses bataillons et leur bonne contenance, fut écrasée par les Confédérés. Une terreur panique se répandit dans les rangs savoisiens. Le capitaine-général de Gingins dut abandonner le champ de bataille et chercher son salut dans la fuite, après avoir laissé 300 nobles et plus de 1000 soldats sur la plaine de la Planta. 5 bannières, 120 chevaux et nombre d'armures restèrent aux mains des vainqueurs (13 novembre 1475).

Les jours suivants, les dix-sept châteaux et

places fortes du Bas-Valais furent conquis et démantelés. Les Haut-Valaisans portèrent le fer et le feu jusqu'à Saint-Maurice et jusqu'au pied du Saint-Bernard. Après la bataille de Grandson, où les Confédérés infligèrent à Charles le Téméraire une sanglante leçon (2 mars 1476), les patriotes reprirent les armes et s'avancèrent en conquérants jusque sur les rives du lac Léman.

L'évêque et les VII dizains, réunis à Sion en Conseil général, le 31 décembre 1476, décidèrent : que la contrée située dès la Morge de Conthey en bas, ainsi que quelques domaines que le duc de Savoie possédait dans le Haut-Valais, étaient réunis à l'Eglise de Sion et à la patrie du Valais, — et que ses habitants, nobles ou roturiers, moyennant leur serment de fidélité, étaient placés sous la protection de l'évêque et des patriotes, en qualité de vassaux, de sujets et de combourgeois, et seraient toujours traités comme tels.

Le congrès de Fribourg, qui s'était réuni dans l'intention de mettre un terme aux guerres de Bourgogne, restitua le Chablais à la Savoie et confirma aux VII dizains la possession du Bas-Valais, c'est-à-dire de la région située entre

Massongex et la Morge de Conthey (25 juillet-12 août 1476). Le pays conquis forma le gouvernement de Saint-Maurice. Le château de cette ville devint la résidence des gouverneurs, dont le premier fut François de Platéa (1480).

Walter II Supersaxo mourut au château de Tourbillon, le 7 juillet 1482. Il déploya, dans les actes de son administration, une fermeté et une énergie remarquables. C'est le premier évêque qui a frappé monnaie ; ses kreutzers portent d'un côté une croix et de l'autre ses armes.

XXV

Guerres de l'Ossola

Les Valaisans et leurs biens étaient depuis longtemps l'objet des voies de fait et des rapines de leurs voisins, les sujets des comtes d'Arona et des ducs de Milan. L'évêque Jodoc de Silinen dut recourir à la force pour obtenir une satisfaction vainement demandée. Le territoire ennemi fut envahi, pillé, brûlé (automne 1484). Sur l'intervention des Confédérés, un traité de paix suspen-

dit les hostilités. Le 13 avril 1486, les troupes valaisannes, renforcées de 1000 Suisses, se jetèrent tout à coup sur l'Ossola. Mais cette expédition ne fut pas heureuse. Repoussés du bourg de Domo, les Valaisans furent surpris et attaqués partiellement; après quelques traits d'héroïsme inutile, ils furent taillés en pièces. Le pont de Crévola, entre autres, fut le théâtre d'une sanglante mêlée. 700 Valaisans et 300 Lucernois tués, un grand nombre de blessés, plusieurs bannières restées aux mains de l'ennemi, furent les résultats de cette campagne. Les Italiens souillèrent leur victoire par des excès de toute sorte. Un traité, conclu à Domo le 23 juillet 1487, ne put faire renaitre la concorde.

Les vainqueurs de Crévola renouvelaient leurs insultes envers l'évêque et les Valaisans. Ils les accusaient d'avoir pillé les églises de la vallée d'Ossola dans la dernière guerre, d'être un peuple de magiciens, etc. Silinen, pour mettre fin aux insolences des Italiens, conçut le projet de réduire l'Ossola en bailliage sujet de son siège. Une nouvelle expédition fut décrétée par la diète. L'armée valaisanne arriva à Dovédro le 23 mars 1495.

Le corps principal, sous les ordres de l'évêque lui-même, attaqua le bourg de Domo, pendant qu'une division, commandée par George Supersaxo, le fameux chef de parti, devait se porter de Crévola dans la vallée d'Arascha. Silinen, ayant rencontré une résistance à laquelle il ne s'attendait pas, dut battre en retraite. Irrité de ce nouveau revers, il accusa George Supersaxo de s'être laissé gagner par l'or du duc de Milan, et d'avoir jeté la défection dans sa troupe. L'inculpé s'adressa à la diète. Une enquête fut ordonnée, et des commissaires reçurent des dépositions qui, paraît-il, ne furent pas toutes en faveur de ce capitaine. Un traité de paix intervint encore entre le duc et les Valaisans.

L'armée française envahissait alors les terres de l'Italie. Charles VIII, invoquant d'anciennes prétentions sur le royaume de Naples, voulait soumettre la péninsule. L'évêque saisit cette occasion pour donner suite à ses desseins sur l'Ossola. Il recruta, soit en Valais, soit dans les cantons, un corps de plusieurs milliers de volontaires qu'il offrit au roi de France. Cette campagne, dont les débuts promettaient un brillant

succès, eut une issue malheureuse. Jodoc de Silinen perdit alors sans retour la faveur populaire. Les patriotes, à la voix de George Supersaxo, se soulevèrent contre leur évêque. Ils l'accusèrent d'avoir fait répandre le sang de leurs frères dans les vallons de l'Ossola et les plaines de l'Italie. Si la fortune était venue en aide à Silinen, peut-être que le langage des patriotes eût été différent. Une sentence, portée par les arbitres d'Uri, Schwitz, Unterwald, Lucerne, Berne et Fribourg, juges entre l'évêque et le peuple valaisan, condamna Silinen à résigner l'évêché et à quitter le pays (15 avril 1496).

Quel que soit le jugement que certains historiens ont porté sur Jodoc de Silinen, ce dernier se montra pour le Valais un administrateur éclairé et bienfaisant. Le relèvement de la cathédrale de Sion, le rétablissement des bains de Louèche, la construction de l'église paroissiale de ce bourg et du pont de Saint-Maurice, la restauration des châteaux de Naters, de Louèche et de Martigny, une active exploitation des mines d'argent de la vallée de Bagnes, sont les monuments de son épiscopat.

Le chanoine Nicolas Schiner lui succéda (27 août 1496). Ce prélat confirma les libertés et les franchises de Martigny (1497). Deux ans auparavant, la peste ravagea la vallée du Rhône. Sion vit sa population décimée. Le seul dizain de Brigue perdit jusqu'à 1400 personnes.

Dans la guerre de Souabe, qui avait de nouveau mis en présence les Suisses et l'Autriche, le Valais envoya à ses alliés un contingent de 800 hommes. Le traité de paix, qui fut signé à Bâle, le 22 septembre 1499, sanctionna, à la demande des Confédérés, l'indépendance des VII dizains. Les patriotes avaient payé de leur sang cette clause libératrice.



TROISIÈME PARTIE

LES TEMPS MODERNES

XXVI

Le cardinal Schiner

Mathieu Schiner, qui venait de succéder à son oncle Nicolas Schiner sur le siège de Sion, fut confirmé par le pape Alexandre VI, en octobre 1499, et sacré à Rome le 13 du même mois. Né à Mühlbach, hameau du dizain de Conches, d'une modeste famille de laboureurs, il avait fait successivement ses études à Sion, à Berne, à Zurich, à Côme. Selon la coutume des étudiants pauvres, il avait été obligé de chanter dans les rues pour gagner son pain de chaque jour. Ayant embrassé l'état ecclésiastique, il fut remarqué par Jodoc de Silinen qui facilita son admission au sein du

Chapitre de la cathédrale. Grâce également à l'appui de George Supersaxo, alors tout puissant dans les Conseils du pays, il s'éleva bientôt de degré en degré. Ennemi de la politique française et ardent défenseur du Saint-Siège, il prit une part active aux guerres d'Italie. La pourpre du cardinalat fut la récompense de son dévouement et de son habileté, mais l'ostracisme valaisan le bannit de sa patrie.

Le pape Jules II voulait chasser les Français qui envahissaient la péninsule. Comptant sur les Suisses pour exécuter ses projets, il découvrit chez eux, dans la personne de l'évêque de Sion, un homme d'un rare génie qui devait puissamment le seconder. Dès que Schiner eut fait la connaissance personnelle de Jules II, ce dernier lui donna toute sa confiance, et l'envoya en Suisse contracter une alliance entre le Saint-Siège et les Confédérés. Rentré dans le Valais, Schiner s'y trouva en présence d'un parti français, dont le chef était naguère son protecteur et son ami, George Supersaxo. Réduit à s'enfuir, il traversa l'Italie, déguisé en lépreux.

Supersaxo avait abandonné le service du duc

de Milan et venait de se mettre à celui de la France. A son instigation, les trois dizains de Conches, de Brigue et de Viège avaient fait une alliance avec Louis XII. Ce traité irrita profondément Schiner et le brouilla sans retour avec Supersaxo, qui ne devait pas jouir longtemps de son triomphe. Le prélat s'était réfugié à Rome, où le pape le nomma cardinal (20 mars 1511), et légat du Saint-Siège partout où il se rendrait. Revêtu de ces nouvelles dignités, Schiner se hâta de reparaître en Valais. Supersaxo, à son tour, avait dû quitter son pays. Les prisons de Fribourg, de Neuchâtel, de Berne, du château Saint-Ange, le retinrent successivement dans les fers. Schiner poursuivait de ses rigueurs le sujet puissant qui se montrait rebelle à son prince-évêque.

Cependant le cardinal déployait toujours contre la France une infatigable activité. A la tête de 20,000 Confédérés, il bat les Français et s'empare en sept semaines de toute la Lombardie. Le pape proclama les Suisses « les libérateurs de l'Italie et les défenseurs de l'Eglise, » et leur fit de superbes présents. Il conféra au cardinal l'évêché de Novare. Louis XII voulut replacer sous son

sceptre la Lombardie; mais 10,000 Suisses et Valaisans écrasèrent son armée à Novare et lui tuèrent 8000 hommes (6 juin 1513).

François I^{er}, qui succéda à Louis XII, désirait comme ses prédécesseurs soumettre le Milanais. Les intentions belliqueuses de ce prince provoquèrent une nouvelle coalition pour la défense de l'indépendance italienne, coalition qui réunit le pape, l'empereur, l'Espagne, le duc de Milan et les Confédérés. L'armée française, forte de 60,000 hommes et de 72 gros canons, pénétra à l'improviste sur les terres piémontaises. 24,000 Suisses et Valaisans, sans tambour, traînant huit pièces de campagne, vinrent l'attaquer à Marignan. On sait que la bataille, cette bataille de géants, dura deux jours (13 et 14 septembre 1515), et que les Confédérés y déployèrent une intrépidité qui étonna les capitaines français; que surpris par l'armée vénitienne, ils durent opérer leur retraite sans que l'ennemi osât les poursuivre. Pendant ces deux sanglantes journées, on avait pu voir, toujours au premier rang, le cardinal de Sion, à cheval, revêtu de la pourpre, la lance au poing, animer ses troupes au combat.

Mais la fleur des guerriers suisses était tombée sur les plaines de Marignan, et le Milanais était rendu à la France. François I^{er}, désirant attacher à ses intérêts les hommes héroïques qu'il venait de combattre, vint à bout de leur faire accepter un traité de paix perpétuelle, qui fut signé à Fribourg le 29 novembre 1516. Le Valais y fut compris. Il fit partie dès lors de tous les traités qui furent conclus entre la France et les Etats confédérés.

Les succès de la France firent pâlir l'étoile de Mathieu Schiner. Le parti Supersaxo releva la tête, plus hardi, plus puissant. Il accusa le cardinal de s'être approprié les mines de Bagnes, ainsi que Saillon et Saxon, fiefs de l'Etat; d'avoir porté des lois arbitraires, contraires aux coutumes du pays; d'avoir laissé impuni le despotisme de son frère, Pierre Schiner, châtelain de Martigny, etc. Plusieurs diètes, une commission arbitrale, composée de dix Confédérés, devant laquelle le cardinal protesta contre la compétence de ses juges et excommunia ses adversaires, une diète à Lucerne, une assemblée générale à Sion, ne purent mettre fin à la haine des partis, à l'anarchie

qui désolait le pays. Une diète, tenue à Ernen le 1^{er} septembre 1517, décréta que l'on ne souffrirait plus le cardinal en Valais jusqu'à une décision formelle du Saint-Siège. Schiner résista au décret qui le frappait de proscription et s'écria : « Brigue est le foyer de la révolte, je ferai démolir et raser ce bourg ! » Les Bas-Valaisans, qui, avec le seul dizain de Louèche, demeuraient fidèles à leur évêque, et qui regardaient les Haut-Valaisans comme des rebelles, essayèrent de se soulever. Mais ce mouvement fut vite comprimé. Le parti épiscopal battu, Schiner fut obligé de quitter le pays. Le château de Martigny, assiégé par Supersaxo, fut emporté et ruiné (15 janvier 1518). Le cardinal recourut au Saint-Siège. Mais ce fut en vain que le pape Léon X frappa de l'excommunication Supersaxo et ses partisans : les Haut-Valaisans s'entêtèrent dans leur opposition et Schiner ne put rentrer dans sa patrie. Il mourut à Rome, le 30 septembre 1522.

Mathieu Schiner, l'enfant du pauvre hameau de Mühlbach, est l'homme le plus remarquable que le Valais a vu naître. Favori des papes et des empereurs, il fut revêtu des plus hautes dignités,

et demeure le premier prélat suisse qui a porté la pourpre romaine (1). Il marqua son administration par plusieurs œuvres d'utilité publique. Il releva la cathédrale de Sion et l'église de Saint-Théodule, agrandit les bains de Louèche et embellit le château de la Majorie. Ami et protecteur des hommes de lettres et des artistes, il leur accorda ses libéralités.

XXVII

Conquête de Monthey

Les Bernois, profitant des circonstances embarrassées dans lesquelles se trouvait Charles III, duc de Savoie, s'emparèrent du pays de Vaud où ils introduisirent la Réforme. Les Valaisans, de leur côté, s'avancèrent sur le Chablais. Les habitants des mandements de Monthey et d'Evian, voyant les terres ducales envahies de tous côtés, abandonnés de leur prince, redoutant les horreurs de la guerre, vinrent se placer sous

(1) Le second est Mgr Gaspard Mermillod, évêque de Lausanne et Genève.

la protection valaisanne. On leur promit le maintien de leur foi et de leurs libertés, et la restitution de leur territoire au duc, mais dans le cas seulement où ce dernier recouvrerait les provinces occupées par les Bernois, contre remboursement des frais d'expédition et d'occupation. Le 25 février 1536, à Saint-Maurice, les députés et les syndics des communes du Chablais prêtèrent le serment d'obéissance et de fidélité entre les mains du capitaine-général du Valais, en présence de l'évêque, du bailli et des députés des VII di-zains, qui, à leur tour, jurèrent de procurer à leurs nouveaux sujets « avantage, profit et honneur. »

Le Valais se trouva ainsi en possession de la rive droite de la Dranse du Chablais. Cette contrée fut d'abord divisée en deux gouvernements : Evian et Monthey. Plus tard, on démembra du premier les populations de la montagne, qui formèrent le troisième gouvernement des Alpes. Cependant la maison de Savoie relevait sa puissance. Le duc Emmanuel-Philibert, fils de Charles III, prince fameux par ses victoires, ne tarda pas à réclamer aux Valaisans le patrimoine de ses

pères. Un traité, conclu à Thonon, le 4 mars 1569, laissa au Valais le mandement de Monthey, et créa entre les deux voisins une paix qui fut durable.

La juridiction du gouverneur de Monthey s'étendait sur le district de ce nom, et celle du gouverneur de Saint-Maurice, sur ceux de Saint-Maurice, de Martigny et d'Entremont. Le château de Monthey devint la résidence des gouverneurs, dont le premier fut Benoît de Prenseriis (1536). Ces magistrats, dont les fonctions étaient très recherchées, étaient nommés par la diète pour le terme de deux ans, et alternaient entre les VII dizains. Ils exerçaient le pouvoir judiciaire et le pouvoir administratif, et avaient pour traitement les frais de procédure et le produit des amendes et des confiscations.

Le gouvernement de Monthey forma la dixième bannière militaire du Valais, qui fournissait, comme celle des VII dizains, d'Entremont et de Saint-Maurice, un effectif de 300 hommes. Cette milice était commandée par les bannerets et les capitaines-généraux. Celle du Bas-Valais, ainsi que celle du Haut, eurent ensuite chacune à leur tête un colonel.

XXVIII

La Réformation

Le Valais n'était pas demeuré étranger au mouvement religieux qui avait détaché plusieurs cantons de l'Eglise romaine. Les doctrines protestantes avaient pénétré jusque dans le fond de ses vallées. Le Bas-Valais en reçut les germes de ses voisins d'Aigle, qu'un gentilhomme dauphinois, Guillaume Farel, avait converti à la Réforme, et qui en fut le berceau dans la Suisse romande; le Haut, d'un de ses fils, Thomas Platter, professeur à Bâle, et de quelques-uns de ses compatriotes qui allaient étudier à Berne, à Zurich, à Bâle, à Lausanne, et qui, à leur retour, propagèrent la religion protestante. Les idées des novateurs furent accueillies sans colère et sans persécution; on les discuta, car elles étaient exposées librement, sans pression. Si l'opposition se montra vive, on peut dire toutefois que dans ses luttes religieuses, le Valais ne vit point couler le sang de ses enfants.

Dès la fin de la première moitié du XVI^e siècle, les doctrines réformées avaient pris un essor considérable. Elles avaient des adhérents dans chaque dizain, dans toutes les principales familles. Aussi, en 1551, la diète proclama la tolérance religieuse.

Aux discussions qui agitaient les hommes, les flots du Rhône mêlèrent leur sinistre voix. Une affreuse inondation désola le Valais (1577). Quelques années après, la Dranse se ruait à son tour sur les vallées inférieures, et ensevelissait sous ses eaux soixante et dix personnes (1595). A peine ce malheureux pays sera-t-il remis de ces désastres, qui ne l'ont que trop souvent frappé, qu'il verra la peste décimer ses populations.

Il était impossible que l'équilibre se maintînt longtemps entre protestants et catholiques, qui représentaient deux partis de forces à peu près égales; l'un d'eux voulut l'emporter. Le peuple se réunit sur le pré de la Planta, et là, en présence des ambassadeurs de France et d'Espagne, et des députés des cantons catholiques et protestants, il déclara, à la majorité des suffrages, que le Valais demeurerait attaché à la foi de ses

pères, et condamna les réformés au bannissement (1603).

XXIX

La République du Valais

L'importance politique des VII dizains s'était considérablement accrue, surtout depuis les dernières conquêtes. Ces communautés, qui, dans les guerres de Rarogne, avaient définitivement anéanti l'aristocratie féodale, avaient commencé dès lors à tourner leurs armes contre le pouvoir temporel des évêques. Les luttes de la démocratie naissante avaient déjà ébranlé le siège d'Adrien II de Riedmatten (1604-1613). Elles se déchaînèrent avec fureur sous l'épiscopat d'Hildebrand II Jost, qui verra surgir la République valaisanne.

Un nouveau parti avait pris naissance, le parti des francs-patriotes, dont les chefs appartenaient à la magistrature haut-valaisanne. Ces derniers se mirent à contester violemment la légitimité des droits du siège de Sion, droits qui, cependant,

avaient été confirmés par les empereurs. Le chapitre de la cathédrale et l'évêque se virent contraints à déclarer qu'ils reconnaissaient les VII dizains pour un pays libre, de régime démocratique et possédant l'exercice de la souveraineté. Ils consentirent que le grand-bailli convoquât les diètes, assermentât les gouverneurs, fût investi du pouvoir suprême et qu'il reçût le serment de l'évêque élu (1613-1634). Dès lors, le siège de Sion ne conserva plus que quelques lambeaux de souveraineté : le droit de grâce, la présidence de la diète, la nomination des notaires, etc. Les noms de comte et préfet du Valais, de prince du Saint-Empire romain, inscrits en tête des chartes épiscopales, ne furent plus que des titres honorifiques. Les succès de la démocratie ne furent obtenus qu'au prix d'une longue et douloureuse lutte. Hildebrand II s'était vu obligé de fuir le Valais, et le chef du parti épiscopal avait payé de sa tête son dévouement à son prince.

Le système gouvernemental qui remplaça celui des évêques, se maintint jusqu'à la fin du siècle dernier. Depuis les guerres religieuses de Villmergen, la République du Valais traversa la

plus grande partie du XVIII^e siècle dans une paix profonde, que ne purent troubler quelques nuages passagers. Quoiqu'elle fût alliée aux cantons suisses, ses députés ne siégeaient dans les diètes de la Confédération que sur une invitation spéciale. Ils prirent régulièrement séance, pour la première fois, en 1777, date de l'alliance défensive conclue entre les treize cantons et leurs alliés d'une part, et la couronne de France de l'autre. C'est à cette même époque que fut frappée la dernière monnaie valaisanne, qui portait d'un côté les armes de l'évêché et de l'autre celles de la République, soit sept étoiles symbolisant les VII dizains. Quelques rares travaux nous font connaître l'existence d'une assemblée législative : la revision et la traduction des Abscheids, qui faisaient suite aux Statuts, ou premières lois écrites, que le Valais avait promulgués en 1571, et qui formaient avec les franchises communales le droit valaisan. L'Etat avait conclu des capitulations militaires avec la France et la Savoie. Les régiments du Valais s'étaient distingués en Lorraine (1635), à Lérída (1647), à Fontenoy (1745). Le 14 novembre 1780,

Sion en fête assistait au renouvellement de l'alliance de la République avec les sept cantons catholiques, alliance qui avait autrefois uni ces Etats pendant les crises religieuses.

Depuis la mort d'Hildebrand II Jost, plusieurs évêques s'étaient succédé sur le siège de saint Théodule, luttant encore pour conserver les quelques débris de souveraineté que la démocratie leur avait laissés.

XXX

Indépendance du Bas-Valais

L'administration arbitraire des gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey avait, bien souvent, soulevé les murmures du peuple. Un dernier acte de vexation mit fin à la patience des montagnards du Val-d'Illiez. Un de ces derniers, Pierre-Maurice Bellet, d'une taille et d'une vigueur peu communes, sépara un jour à Trois-Torrents deux hommes qui se battaient. Etienne Schiner, gouverneur de Monthey, furieux de cette action qui le privait peut-être d'une amende, car le sang aurait pu couler, infligea l'amende à Bellet.

Celui-ci refusa de la payer, estimant qu'il n'avait pu encourir une peine pour avoir rétabli la paix entre deux combattants. Le 8 septembre 1790, jour de foire à Monthey, Schiner fit séquestrer la jument de Bellet. Ce dernier se rendit au château du gouverneur et protesta vivement contre cet abus de pouvoir. On lui rendit sa jument. Mais la foule surexcitée s'attroupa et assaillit la résidence du magistrat, brisant tout ce qu'elle y trouva. Schiner, effaré, s'enfuit à Saint-Maurice, oubliant perruque et chapeau.

Le 12 septembre, les insurgés arborèrent la cocarde verte, signe de ralliement, et firent des préparatifs de défense. Le gouverneur de Saint-Maurice abandonna son poste. La révolte éclata aussitôt dans cette localité. Mais ce mouvement ne tarda pas à s'apaiser, et les gouverneurs furent rétablis. Le *gros* Bellet et ses compagnons ne furent pas inquiétés. Quant à Schiner, il reçut de l'Etat une terrible remontrance pour ses concussions. La révolution avait été assoupie, mais le feu couvait sous la cendre. Le nouveau gouverneur de Monthey, ne se sentant plus en sûreté dans sa résidence, sollicita une occupation

militaire. Monthey fut soumis. Toutes les personnes suspectes y furent arrêtées et conduites à Sion. Cinq de ces malheureux furent pendus ou décapités. Leurs biens furent confisqués (19 novembre 1791).

Ces mesures sanglantes rétablirent pour quelques années la domination des VII dizains. Mais elles ne firent que comprimer, sans pouvoir les anéantir, les aspirations qui s'étaient réveillées à Monthey et à Saint-Maurice. Les principes de la Révolution qui venait d'ébranler le sol français, pénétraient jusqu'au cœur de la Suisse, acceptés avidement par les pays sujets. Les gouvernements inquiets sentaient faiblir les liens du pouvoir. Ils allaient expier durement la faute d'avoir voulu imposer l'inégalité politique.

Le Valais avait reconnu la nouvelle République française, et reçu de celle-ci un chargé d'affaires qui s'installa à Saint-Maurice. Ce résident, selon les ordres de son gouvernement, se prépara à effectuer la révolution dans la vallée du Rhône. Le 28 janvier 1798, l'arbre de la liberté fut planté sur la place publique de Saint-Maurice. Les autorités locales résignèrent leurs fonctions

entre les mains d'un comité provisoire. Le gouverneur s'éloigna. Monthey, Martigny, l'Entremont suivirent l'exemple de Saint-Maurice. Le Val-d'Illiez et Trois-Torrents ne dressèrent l'arbre de la liberté que sur l'ordre du comité de Monthey et du résident français. Dès que le Haut-Valais eut connaissance de ces événements, il s'empressa d'envoyer, le premier février, des commissaires à Saint-Maurice, chargés de déclarer « que les VII dizains renonçaient à leurs droits souverains, et reconnaissaient les Bas-Valaisans pour un peuple libre, et qu'ils manifestaient de plus le désir sincère de vivre avec eux dans une amitié fraternelle. » Cette déclaration tardive ne put engager le Bas-Valais à renoncer à l'œuvre de son émancipation.

Cependant, le résident français activait l'élaboration d'une constitution. Il craignait qu'une réaction ne se produisît dans l'esprit public. Le Bas-Valais qui regardait la France comme une libératrice généreuse et désintéressée, pourrait peut-être revenir de son illusion et s'apercevoir qu'il n'avait fait que changer de maître. Le peuple valaisan, profondément attaché à sa foi

religieuse, paraissait déjà manifester quelque crainte sur le danger que son culte courait. Le comité général du Bas-Valais s'empessa de rassurer l'évêque. Il déclara que toutes les communes demeuraient inviolablement attachées à la religion catholique.

Le grand-bailli et les députés des VII dizains confirmèrent solennellement, par un acte public, la déclaration du 1^{er} février. Après la délivrance de cette charte, qui sanctionna l'indépendance du Bas-Valais, les représentants du pays, réunis dans la grande salle de la bannière de Saint-Maurice, se constituèrent en assemblée représentative provisoire de la République du Valais. On établit un nouveau système administratif. On nomma un Directoire exécutif de trois membres. Le pays fut divisé en dix dizains, dont le sort détermina l'ordre : Saint-Maurice, Viège, Conches, Rarogne, Entremont, Brigue, Sion, Monthey, Sierre et Louèche. L'assemblée avait à peine commencé ses travaux, qu'elle reçut un arrêté du général Brune, daté de Berne du 16 mars, ordonnant la formation d'une République rhodanique, comprenant entre autres le Valais. Mais ce pro-

jet, qui fut fort mal accueilli, ne tarda pas à être retiré par son auteur. Les armées françaises avaient envahi la Suisse; la chute de Berne avait entraîné celle de la Confédération (1^{er} mars). Les X dizains se prononcèrent pour la réunion du Valais à la République helvétique, constituée sous l'influence du Directoire français.

XXXI

Invasion des Français

Une charte constitutionnelle, connue par son esprit unitaire, fut imposée au peuple de la République helvétique.

Les communes de la partie occidentale du Valais, qui venaient de reconquérir leur indépendance, acceptèrent favorablement ces principes nouveaux. Les dizains orientaux, qui vivaient à l'ombre d'une démocratie séculaire, les repoussèrent avec opiniâtreté. Bientôt un long cri de guerre retentit dans la vallée supérieure, appelant le montagnard aux armes pour la défense de la religion et de la liberté. Mais une armée française jeta ses nombreux bataillons sur les

plaines du Rhône, et, après de sanglants et acharnés combats, contraignit le Haut-Valais à lui livrer les chefs de ce soulèvement. Une centaine de ces malheureux furent enfermés dans les cachots de Chillon. Sion, qui sur ses vieux remparts avait dû arborer le drapeau blanc, avait été livrée pendant six heures à toutes les horreurs du pillage (17 mai 1798). Les Haut-Valaisans, condamnés à payer une contribution de guerre écrasante, se virent contraints d'accepter la constitution helvétique.

Malgré leurs revers, les dizains orientaux se préparaient silencieusement à reprendre les armes. L'année suivante, la sinistre voix du tocsin se fit entendre de nouveau : une seconde insurrection éclatait, plus terrible, plus formidable. Les hommes du landsturm haut-valaisan se levèrent en masse. Après avoir remporté quelques succès sur les premières troupes envoyées par le Directoire helvétique (avril-mai 1799), ils se concentrèrent dans les bois de Finges. Cette forêt, qui s'étend au delà de Sierre, entre le Rhône qui la défend au nord, et de hautes montagnes qui la couvrent au midi, forêt épaisse,

profonde, était regardée comme une position inexpugnable. C'est là qu'ils attendirent l'ennemi.

3000 Français, renforcés de quelques compagnies vaudoises et bas-valaisannes levées par la force, s'avancèrent. Le commandant s'arrêta sur la rive gauche du fleuve, à l'entrée de la forêt. L'artillerie ouvrit le feu, et l'infanterie attaqua à la baïonnette les retranchements de Finges. Ce premier assaut fut repoussé avec perte. Le 9 mai, dans une nouvelle et inutile attaque, plusieurs officiers et quelques centaines de soldats restèrent sur le carreau. Le 13, le 14, le 15 mai, de nouveaux assauts furent livrés, mais sans succès. Cette dernière journée coûta aux Français 300 hommes. Leur commandant, devant cette vigoureuse résistance, dut appeler des renforts. Les Haut-Valaisans ne possédaient qu'une bien modeste artillerie, mais leur principal moyen de défense consistait dans leurs carabines dont ils se servaient avec une redoutable adresse.

Cependant, de nouveaux bataillons étaient venus grossir les rangs des Français. Le camp de Finges subit bientôt une dernière et décisive attaque. Ses valeureux défenseurs, surpris au

milieu de la nuit, furent massacrés par les soldats de la 89^e brigade, commandée par le général Xaintrailles. Le vainqueur porta ensuite autour de lui le fer et le feu. Les villages de Varone, d'Agaren, d'Ems, de Tourtig furent pillés et brûlés. Dans les dizains supérieurs, les débris de l'armée haut-valaisanne, ralliés aux troupes austro-russes qui avaient aussi envahi le pays, opposèrent encore une résistance héroïque à la marche des Français. A Viège, le commandant Barthélemy Walther, surpris par un détachement de cavalerie, refusa de se rendre et mourut en brave (30 mai). Mais les Impériaux furent rejetés en Italie. Les Haut-Valaisans durent déposer les armes. Les troupes françaises prirent ensuite leurs cantonnements dans les villages du dizain de Conches. Cette occupation acheva de ruiner cette malheureuse vallée. Le drapeau de l'étranger flottait victorieux au pied même des glaciers qui voient naître le Rhône.

Cette guerre de 1799, qui vit se commettre de hideuses représailles et qui couvrit de ruines et de sang le Haut-Valais, est une des pages les plus lugubres de l'histoire nationale. L'invasion

avait laissé à sa suite des misères inexprimables. La charité publique chercha à soulager tant de maux. Les Conseils helvétiques votèrent des secours. Les orphelins furent recueillis dans le Bas-Valais. On redevint frères dans l'infortune.

XXXII

Le Valais république indépendante

Le peuple suisse était partagé en deux camps : les unitaires maintenaient les principes de la Révolution, et les fédéralistes désiraient le retour de l'ancien ordre de choses. Bonaparte, revenu d'Egypte, avait renversé le Directoire, donné à la France une constitution nouvelle, et, sous le nom de premier Consul, pris en mains les rênes de l'Etat. Ce premier pas fait dans la voie qui devait aboutir à l'empire, ébranla le Directoire helvétique. Après bien des essais pour reconstituer une nouvelle forme de gouvernement, on établit une commission exécutive et une commission législative. Le 9 février 1801, la France conclut avec les puissances belligérantes le traité

de Lunéville, qui reconnut l'indépendance de la Suisse. La République helvétique forma une nouvelle unité territoriale. Aloïs Réding fut nommé premier landamman par le parti fédéraliste. Ayant refusé au premier Consul la cession du Valais et demandé la restitution à Berne du pays de Vaud, il fut renversé par les unitaires (avril 1802). La guerre civile éclata. Bonaparte intervint, et donna à la Suisse une constitution, connue sous le nom d'Acte de médiation qui devait subsister pendant dix ans. Les cantons étaient redevenus souverains.

Le Valais, malgré les protestations de ses représentants et des Conseils helvétiques, fut démembré de la Suisse. Ce fut une séparation douloureuse. Mais la volonté du premier Consul était toute puissante. Il voulait relier l'Italie à la France par la route du Simplon, et placer ainsi la vallée du Rhône sous sa dépendance immédiate. Le général Turreau fut l'instrument que le conquérant choisit. Ce gouverneur militaire frappa le pays d'une contribution de 50,000 francs, remplit les maisons des récalcitrants de garnisaires, suspendit la Chambre administrative

et les municipalités indépendantes, dévalisa le trésor public, porta des décrets arbitraires, etc. Il fallut se soumettre. Mais si les patriotes valaisans durent voir se rompre les liens politiques qui les unissaient à l'Helvétie, ils conservèrent vivante dans leur cœur l'alliance confédérale.

Le 27 août 1802, les représentants de l'Helvétie, de la France et de la Cisalpine se présentèrent devant la diète du Valais. Muller-Friedberg prit la parole au nom de la République helvétique : « Je viens, dit-il, vous offrir, à vous qui êtes les représentants légitimes du peuple valaisan, l'indépendance de votre patrie : c'est au nom du gouvernement helvétique que je délie de ses serments ce peuple chéri qui, par la vertu et la constance avec lesquelles il a su les honorer, s'est rendu un modèle digne d'imitation aux Suisses eux-mêmes, a mérité la bienveillance et l'admiration des étrangers, et a posé un monument perpétuel à son caractère moral et religieux. »

Une constitution, qui fut adoptée le 30 août, faisait du Valais un Etat libre et indépendant, sous la garantie des trois Républiques, et résér-

vait aux armées françaises le passage du Simplon. Elle reconnaissait douze dizains : Conches, Brigue, Viège avec Stalden, Rarogne et Mœrel, Louèche, Sierre, Sion avec Nendaz, Veysonnaz et Salins, Hérémence, Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey. Les troupes françaises évacuèrent le pays. La diète proclama Bonaparte le restaurateur de la République du Valais.

La paix reparut au pied des Alpes. Les plaies de cinq années de lutte et de misère se refermèrent insensiblement. La prospérité revint. Les magistrats s'appliquèrent à améliorer la situation du pays. L'administration de la justice, le rachat des fiefs et des dîmes, l'abolition des droits féodaux personnels, le système des finances, la police des forêts, l'entretien des routes, la salubrité publique, etc., éveillèrent leur sollicitude.

XXXIII

Le département du Simplon

Le Valais goûtait depuis huit ans les bienfaits de sa liberté, lorsqu'un décret de Napoléon I^{er} le réunit à l'empire français sous le nom de dépar-

tement du Simplon. Le 14 novembre 1810, une proclamation du gouvernement valaisan annonça au peuple cette subite transformation. Le nouveau département fut divisé en trois arrondissements: Sion, chef-lieu, résidence du préfet, Brigue et Saint-Maurice, sous-préfectures. Les diverses parties de l'administration, de l'instruction, l'organisation des tribunaux, furent établies sur le modèle français. La législation cantonale fit place à celle de l'empire. L'évêché de Sion fut conservé.

La domination étrangère ne pesa pas longtemps sur le Valais. Le champ de bataille de Leipzig vit pâlir l'étoile du conquérant (18 octobre 1813). Le 21 décembre, les alliés franchirent le Rhin. Quelques jours après, le préfet du département s'éloigna en toute hâte du Valais, avec la gendarmerie, les douaniers, la garnison et la caisse publique. Le 31 décembre, un colonel autrichien, arrivé à Sion, annonça par une proclamation qu'il venait occuper le Valais par ordre des puissances alliées. Il invita le pays à déléguer douze députés pour procéder à une nouvelle organisation des pouvoirs. On créa un corps de police militaire, désigné sous le nom de chasseurs

valaisans et fort de 400 hommes. Il faisait le service conjointement avec les troupes étrangères, et gardait ordinairement le passage du Simplon. Les lois françaises et les autorités judiciaires furent supprimées; on nomma des juges provisoires. Les bourgmestres et les syndics remplacèrent les maires et les adjoints. Le commandant autrichien établit son quartier général à Saint-Maurice, où il fit élever des ouvrages de défense (3 février 1814).

Les Français s'approchaient des frontières suisses. Une forte colonne cherchait à opérer par le Simplon sa jonction avec l'armée du maréchal de Castiglione, dont les avant-postes s'étendaient jusqu'aux environs de Genève. Mais elle fut repoussée par les Autrichiens et les chasseurs valaisans. Les vainqueurs s'avancèrent jusqu'à Domo-d'Ossola, où ils entrèrent le 9 mars.

Pendant que le Valais recouvrait son autonomie, les armées des alliés entraient dans Paris, l'empereur abdiquait et Louis XVIII montait sur le trône de France. La paix de Paris reconnut l'indépendance de la Suisse et garantit l'organisation politique qu'elle se donnerait. Les soldats étrangers quittèrent le sol valaisan. Pour mettre fin au gouvernement provisoire, les représentants

des dizains se constituèrent en assemblée générale (30 mai). Elle n'eut qu'une voix pour demander la réunion du Valais à la Suisse, cette ancienne et chère alliée. A Zurich, les ministres des puissances étrangères accueillirent avec bienveillance la députation valaisanne; les Confédérés lui tendirent une main fraternelle. Les vœux du peuple de la vallée du Rhône ne tardèrent pas à être exaucés: le 12 SEPTEMBRE 1814, le Valais fut reçu, comme vingtième canton, dans le sein de la Confédération suisse.

Le 7 août 1815, les députés des XXII cantons, réunis à Zurich, autour de la grande bannière à la croix blanche, prononcèrent le serment suivant: « *Nous jurons de maintenir constamment et loyalement l'alliance des Confédérés, à teneur du Pacte du 7 août 1815 qui vient d'être lu; de sacrifier dans ce but nos biens et nos vies; de procurer, par tous les moyens en notre pouvoir, le bien et l'avantage de la commune patrie et de chaque Etat en particulier; de détourner tout ce qui pourrait leur nuire; de vivre, dans le bonheur comme dans l'infortune, en Confédérés et en frères; de faire tout ce que le devoir et l'honneur exigent de bons et fidèles alliés.* »

APPENDICE

Pendant les époques que nous venons de parcourir et qui furent si souvent troublées par la guerre et la discorde, les bienfaits de la civilisation s'étaient peu à peu répandus sur le sol valaisan. La domination romaine, l'établissement du christianisme, firent naître les fruits d'une culture nouvelle. L'agriculture, le commerce, l'industrie, les arts, les sciences et les lettres prospérèrent. Les mœurs s'adoucirent.

A l'approche des hordes barbares les produits de cette civilisation semblèrent disparaître. Pendant les premiers siècles du moyen âge, au milieu des ruines amoncelées de toutes parts, l'Eglise devint le refuge et la patrie d'un peuple de malheureux dépossédés. Elle abrita dans ses monastères l'éducation et l'instruction de la jeunesse.

L'abbaye de Saint-Maurice accueille dans son école des jeunes gens appartenant aux premières familles de la Gaule. Les religieux ARCHIVUS et FAUSTUS y fondent la littérature chrétienne et légendaire. Aux temps guerriers de la féodalité, les membres de la noblesse valaisanne, dont plusieurs remplirent les charges les plus élevées, ne méprisaient point l'étude des belles-lettres. Sion et quelques localités possédaient des établissements d'instruction. Nous trouvons, au XIII^e siècle, un recteur des écoles de Sion.

Jusqu'à la conquête du Bas-Valais, la langue romane, issue du latin et des idiomes des peuples qui avaient occupé la contrée, eut Louèche pour frontière; là commençait le dialecte allemand. Le roman donna naissance au français; mais la langue latine conserva encore longtemps une prépondérance marquée dans les lettres, l'enseignement et les actes officiels.

L'instruction, telle que nous la comprenons aujourd'hui, n'éclairait point encore de ses lumières la longue et sévère vallée du Rhône. Quoique les mœurs des habitants des Alpes valaisannes fussent en général douces et patriarcales,

la législation était obscurcie par des dispositions barbares. Elle offrait, comme dans les autres pays, un choix de supplices.

La Renaissance, qui fut l'aurore d'un développement intellectuel de l'Italie et de la France, eut en Valais un illustre représentant : le cardinal MATHIEU SCHINER protégea les lettres et les arts. Rappelons aussi le nom du savant professeur THOMAS PLATTER, qui nous a laissé de curieux et intéressants mémoires.

Pendant la période qui s'écoule depuis le XVI^e au XIX^e siècle, les lettres et l'instruction prennent un certain degré de développement. L'enseignement donné dans les collèges de Brigue, de Sion et de Saint-Maurice pose les bases d'une culture intellectuelle. Quant au peuple des campagnes, le soin de son instruction avait été confié aux surveillants des paroisses. Quelques hommes, dignes d'être rappelés à la mémoire de la génération présente, marquent le mouvement littéraire et scientifique de cette période. Mentionnons entre autres : GASPARD BÉRODI, chroniqueur et auteur de pièces dramatiques ; SÉBASTIEN BRIGUET, historien ; JOSEPH BINNER, théologien et poète latin ;

PIERRE-JOSEPH DE RIVAZ, historien, chronologiste, critique, qui se fit aussi remarquer par ses travaux de mécanique. L'abbaye de Saint-Maurice donna un précepteur à l'empereur Joseph II dans la personne du chanoine FRANÇOIS-JOSEPH WEGER.



TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Les temps anciens

	Pages
1. Les anciennes peuplades du Valais.....	5
2. Bataille d'Octodure.....	7
3. Le Valais province romaine.....	10
4. Martyre de la Légion thébaine et introduction du christianisme.....	12

DEUXIÈME PARTIE

Le moyen âge

5. Invasion des peuples barbares....	16
6. Les Burgundes.....	17
7. Les rois burgundes.....	19
8. Les Francs.....	22
9. Chute du mont Tauretunum. Invasion des Lombards. Inondation.....	23
10. Charlemagne.....	25
11. Partage de l'empire d'Occident.....	26
12. La féodalité.....	28
13. La noblesse.....	31
14. Le deuxième royaume de Bourgogne.....	32

	Pages
15. Système administratif des évêques.....	34
16. Prétentions des Zæhringen et des comtes de Savoie sur le Valais.....	35
17. Guerres de Pierre de Savoie.....	38
18. Origine des communes... ..	41
19. Insurrection des nobles.....	43
20. L'évêque Tavelli.... .	47
21. Insurrection des communes.....	51
22. Guerre de Rarogne	56
23. Développement des libertés populaires....	61
24. Conquête du Bas-Valais.	62
25. Guerres de l'Ossola	66

TROISIÈME PARTIE

Les temps modernes

26. Le cardinal Schiner.....	71
27. Conquête de Monthey.....	77
28. La Réformation	80
29. La République du Valais.....	82
30. Indépendance du Bas-Valais.. ..	85
31. Invasion des Français	90
32. Le Valais république indépendante	94
33. Le département du Simplon	97
Appendice	101



